



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 053 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 26 février 2015

—
Président

M. Bev Shipley

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 26 février 2015

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC)): Mesdames et messieurs, soyez les bienvenus à cette réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Cette journée est une journée pas comme les autres. Je pense que le comité est privilégié de pouvoir accueillir ses invités d'aujourd'hui.

Avant de laisser la parole aux représentants de la Table pancanadienne de la relève agricole, je veux saluer les gens de l'Agricultural Producers Association of Saskatchewan, qui tenaient à assister à cette séance afin d'avoir des idées sur la façon de transférer leurs fermes à leurs jeunes, puisqu'il est aussi question de cela.

Je souhaite la bienvenue aux invités et aux visiteurs qui sont ici aujourd'hui.

Mesdames et messieurs, comme je l'ai dit, cette journée est une journée pas comme les autres ou, à tout le moins, une journée spéciale. Comme nos amis de la Table pancanadienne de la relève agricole le savent, nous avons appris il y a un certain temps qu'ils allaient être à Ottawa pour la tenue de leur conférence. On m'a alors fait savoir que ce serait peut-être l'occasion de leur demander de venir parler au comité.

Nous vous remercions donc d'avoir pris cette initiative et d'avoir réarrangé vos horaires pour venir nous voir.

Je vous ai dit de ne pas être nerveux. Je veux que les choses se fassent de façon décontractée, même si votre présentation sera suivie d'une période de questions. Nous sommes ici pour apprendre. C'est formidable de voir des jeunes se lancer en agriculture ou travailler dans ce domaine, lequel est l'un des secteurs les plus importants de notre grand pays. Le rôle de notre comité est d'étudier les lois et de regarder ce que l'agriculture nous apporte. Nous parlons à un grand nombre de témoins et à des gens qui représentent différents organismes. Nous n'avons pas souvent l'occasion de nous pencher sur le point de vue de la relève agricole, ces jeunes qui sont des innovateurs et des leaders dans les collectivités et les organismes où ils oeuvrent. Il est rare que nous ayons l'occasion de les voir. Votre présence ici est donc très appréciée et nous sommes impatients de vous entendre.

Comme je l'ai dit, nous devons tout de même observer un certain protocole.

Je vais demander à M. Froese de commencer. Nous entendrons les commentaires préliminaires. Je crois qu'on lui a indiqué qu'il avait sept minutes, mais il peut aller jusqu'à dix. Chers collègues, je ne vais pas limiter le temps comme je le fais d'habitude. Je vais essayer d'être plus flexible à cet égard.

Nous avons deux heures. Si nous épuisons toutes nos questions et qu'il reste du temps, nous partirons plus tôt, mais je serais surpris qu'il en soit ainsi.

Sur ce, monsieur Froese, la parole est à vous. Soyez le bienvenu.

M. Kerry Froese (président, Table pancanadienne de la relève agricole): Merci, monsieur le président.

Nous sommes très heureux d'être ici aujourd'hui. Nous avons peine à nous contenir. Nous sommes de jeunes agriculteurs qui se passionnent pour l'agriculture, et nous sommes fiers de faire partie de cette industrie dynamique et rentable qu'est le secteur agricole canadien.

J'aimerais nous présenter et parler un peu de ce que nous faisons et de qui nous sommes.

Je m'appelle Kerry Froese, et je suis le président de la Table pancanadienne de la relève agricole. J'éleve des poulets à griller à Abbotsford, en Colombie-Britannique, alors j'arrive de l'autre bout du pays, de la côte ouest. Je suis aussi l'un des deux membres agriculteurs élus qui siègent au British Columbia Chicken Marketing Board, une fonction qui m'amène à m'intéresser à ce que devient notre production dans le reste du Canada.

Danielle Lee nous arrive de Calgary, en Alberta. C'est elle qui représente le Yukon, la Colombie-Britannique et l'Alberta à la Table pancanadienne de la relève agricole. Elle élève des vaches, des veaux et des moutons. À côté d'elle: Larry Spratt. Lui et son cousin cultivent plus de 5 000 acres de grains et dirigent une ferme de plus de 200 vaches et veaux, à Melfort, en Saskatchewan. C'est lui qui représente la Saskatchewan et le Manitoba à la Table pancanadienne de la relève agricole.

À côté de Larry, c'est Guenette Bautz. En plus d'être notre directrice générale, Guenette s'adonne aussi à l'agriculture. Elle dirige un élevage de 125 vaches et veaux, et cultive 600 acres de foin et de pâturage ainsi que 1 400 acres de grains. À côté d'elle, c'est notre vice-président, Paul Glenn, qui est agriculteur à Keene, en Ontario. Paul s'intéresse aux cultures commerciales et il produit des semences. À côté de moi, il y a Pierre-Luc Lacoste, qui oeuvre lui aussi dans les cultures commerciales et la production de semences. Pierre-Luc est basé à Mercier, tout juste au sud-ouest de Montréal. Il est membre ordinaire du conseil de notre organisme.

Pour finir, il y a Kimberly Stokdijk, qui exploite des serres à Beaver Brook, en Nouvelle-Écosse. Kimberly est première vice-présidente de la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse. Elle ne siège pas à notre conseil d'administration, mais elle a déjà assisté à notre conférence. C'est d'ailleurs ce qui l'amène ici ce week-end.

Voilà qui couvre qui nous sommes. Il s'agit maintenant d'expliquer ce qu'est notre organisme.

Permettez-moi d'abord de vous raconter une anecdote. Un jour que je participais à une activité, une femme m'a demandé comment je gagnais ma vie. Je lui ai répondu: « Eh bien, je ne suis qu'un agriculteur. » Ma réponse l'a rendue furieuse et je me suis fait gronder: « Vous dites que vous n'êtes qu'un agriculteur? Mais voyons: c'est vous qui nourrissez le monde. » J'ai pris ces mots très au sérieux, et il s'agit d'un message que je me dois de transmettre à mes semblables: nous sommes fiers de ce que nous faisons, et c'est nous qui nourrissons le monde.

J'ai su dès lors que je n'étais pas qu'un agriculteur. Je fais tout et je nourris le monde. C'est le message que nous souhaitons transmettre aux gens par le biais de notre organisme, comme une façon de rendre l'agriculture plus profitable et plus amusante. L'agriculture est une chose tout simplement formidable, et nous sommes fiers d'en faire partie.

La Table pancanadienne de la relève agricole est un organisme national sans but lucratif exclusivement axé sur les jeunes de 18 à 40 ans. Pour comprendre où nous nous situons, il faut d'abord savoir qu'il existe d'autres organismes nationaux. Par exemple, il y a les 4-H, auxquels les enfants peuvent adhérer à partir de 6 ans. Les 4-H suivent le cheminement des enfants en agriculture jusqu'à ce qu'ils aient 18 ans, voire jusqu'à 21 ans pour les jeunes leaders. Nous intervenons juste après cette période en aidant les jeunes leaders du monde agricole de 18 à 40 ans à s'améliorer dans ce qu'ils font. Ainsi, les 4-H aident les jeunes agriculteurs à se lancer et nous les aidons à s'améliorer. Puis, il y a un autre programme appelé Jeunes Agriculteurs d'élite du Canada, qui souligne les réussites des jeunes agriculteurs. Je suis moi-même le jeune agriculteur d'élite de la Colombie-Britannique pour 2015.

[Applaudissements]

M. Kerry Froese: Merci. En fait, c'est pour la Colombie-Britannique et le Yukon.

Voilà où nous nous situons par rapport aux autres organismes qui existent pour les jeunes agriculteurs. De plus, nous sommes l'organisme phare qui appuie les 11 organismes de jeunes agriculteurs du pays. De la Colombie-Britannique, avec le BCYF, à Terre-Neuve, chaque province a un organisme qui prend soin de ses jeunes agriculteurs. Notre travail consiste entre autres à relier ces différents organismes entre eux de manière à créer un réseau national.

Les jeunes agriculteurs de différents horizons et de différents domaines qui se sont joints à la Table pancanadienne de la relève agricole ont pu s'améliorer dans ce qu'ils faisaient, et j'ai une anecdote à ce sujet. Un jeune exploitant d'une ferme laitière du Nouveau-Brunswick avait décidé de se lancer dans la production de poulets. Eh bien, sachez que j'ai été en mesure, depuis la Colombie-Britannique, de l'aider dans son entreprise. La présence de ce réseau national est extrêmement importante pour les jeunes agriculteurs, car il nous permet de tirer avantage de nos réussites et de nos échecs. Il est en effet plus économique d'apprendre des erreurs des autres que de ses propres erreurs.

● (1535)

Nous représentons les jeunes agriculteurs au sein de nombreux forums de l'industrie. Par exemple, comme je suis président de la Table pancanadienne de la relève agricole, nous siégeons à la Fédération canadienne de l'agriculture. Paul et Pierre-Luc font tous les deux partie du Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, et Daniëlle siège au conseil d'administration de l'Association canadienne de sécurité agricole. Larry siège au conseil de l'organisme Producteurs de grains du Canada. Kim, qui est une

autre leader très dynamique, fait partie de la haute direction de sa fédération agricole. Nous nous employons donc aussi à nouer des liens entre ces différents organismes et à y faire entendre la voix des jeunes agriculteurs.

Maintenant, en ce qui concerne ce que nous faisons, sachez que nous passerons nos deux prochains jours ici, à Ottawa, à offrir une formation commerciale à l'intention des jeunes agriculteurs, et à former des leaders plus forts par le biais de diverses formations, comme celle sur la planification de la relève. Nos agriculteurs avancent en âge, et nous voulons faciliter le plus possible la transition pour chaque ferme. Ce n'est jamais un processus facile, mais nous essayons de promouvoir les échanges entre collègues au sujet des choses qui ont donné de bons résultats ou qui sont à éviter.

Au nombre des pratiques présidant à la gestion des affaires ou à la conduite des opérations sur la ferme, il y a l'établissement d'un bon plan d'affaires. Vous devez connaître vos coûts de production et vous assurer que vous générez plus de recettes que ce que vous investissez dans votre ferme, sinon, vous travaillez pour rien. L'agriculture n'est pas une oeuvre de bienfaisance. C'est un commerce. Même si nous adorons l'agriculture, elle doit nous rapporter de l'argent, et c'est ce que nous enseignons à nos producteurs.

Nous nous investissons aussi dans d'autres organismes. Nous sommes allés aux États-Unis pour rencontrer un groupe de jeunes agriculteurs et de jeunes éleveurs, groupe que chapeaute leur bureau agricole. Les liens que nous nouons avec eux favorisent notre croissance en tant qu'organisme, car leur nombre est tellement grand comparativement au nôtre. Ces échanges nous permettent en effet de nous inspirer de leurs bons coups et d'apprendre comment ils font les choses. Nous avons également pris part à un événement organisé par Agriculture Canada au sujet des relations avec le Mexique. Nous avons parlé à un groupe de jeunes agriculteurs de ce pays et nous avons tenté de créer des ponts. C'est un exercice qui se poursuit.

Qu'y a-t-il à ajouter? Nous avons fait circuler la brochure qui accompagne notre assemblée générale annuelle. Si vous regardez à la page 5 du programme de la conférence, vous verrez qu'il y a des choses très sérieuses qui se préparent. Je vais faire ma présentation pour le prix des Jeunes agriculteurs d'élite, présentation au cours de laquelle je parlerai de mes antécédents en agriculture et de mes activités agricoles. C'est une visite virtuelle de mon exploitation agricole. Si nous ne sommes pas en mesure d'inviter des gens dans nos fermes pour des raisons de biosécurité ou autres choses du genre — sans parler du risque de retourner à l'hôtel avec des souliers qui ne sentent pas les roses —, nous offrons des visites virtuelles pour montrer ce que nous faisons dans nos fermes et apprendre les façons de faire de nos pairs. Nous allons aussi assister à une visite virtuelle d'exploitation agricole qui sera donnée par Young Farmers & Ranchers of America et qui nous permettra de voir comment les choses se font dans les fermes américaines.

Bien entendu, nous allons aussi en apprendre plus long sur le paysage politique. Pour être un jeune leader du milieu agricole, il faut aussi être en mesure de parler avec des gens comme vous. Notre organisme forme les jeunes agriculteurs et les jeunes leaders de nos exploitations agricoles, et il se peut même que certains d'entre eux se retrouvent un jour là où vous êtes. Nous tentons en outre de relever le niveau de professionnalisme de notre industrie.

Bien entendu, c'est le gouvernement qui nous finance, et nous faisons partie des plans de Cultivons l'avenir 2. Nous sommes actuellement dans l'année de la demande de financement. Notre demande a été soumise et elle contient certaines initiatives des plus emballantes.

L'une des propositions novatrices que nous avons mises de l'avant est la création d'une application pour aider la relève à tirer avantage des programmes gouvernementaux ou des ressources offertes pour d'autres produits ou par d'autres groupes de producteurs. Nous savons bien sûr que les applications sont très à la mode — c'en est presque un cliché —, mais dans l'agriculture d'aujourd'hui, le téléphone mobile est omniprésent. Chacun veut être en mesure de se servir de son cellulaire pour trouver réponse à tout rapidement, comme de dénicher les programmes qui conviendront à ses besoins, ces programmes qui lui permettront de pousser plus loin ses activités agricoles et de faire les choses plus intelligemment.

● (1540)

Je crois que le fait de regrouper au même endroit toutes les ressources possibles et disponibles de manière à les rendre accessibles en tout temps et dès qu'un besoin se présente sera assurément d'une grande aide pour nos jeunes agriculteurs. Nous sommes impatients de mettre au point cette application. De plus, avec de la chance, cela nous mènera à... Nous envisageons la possibilité d'une entente de trois ans que nous aimerions poursuivre.

Guenette, est-ce exact?

Guenette est notre directrice générale, alors c'est elle qui connaît tous les rouages de notre organisation.

Aviez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Guenette Bautz (directrice générale, Table pancanadienne de la relève agricole): Merci, Kerry.

Nous vous remercions de nous recevoir ici, cet après-midi. Sachez que nous apprécions grandement cette occasion qui nous est donnée.

En ce qui concerne le financement, Kerry ne s'est pas trompé. Nous avons effectivement conclu une entente de deux ans. Nous sommes très reconnaissants pour le soutien que nous a accordé le ministère de l'Agriculture. Nous croyons en notre équipe et nous voulons consolider nos liens avec le gouvernement. À l'heure actuelle, notre demande est en traitement et nous espérons de tout coeur obtenir un soutien pour la période allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2018, soit jusqu'à l'entrée en vigueur de Cultivons l'avenir 3.

En plus de cette application novatrice que nous voulons mettre au point pour les jeunes agriculteurs du pays, nous allons continuer d'organiser notre conférence nationale, car nous constatons que les jeunes agriculteurs viennent en grand nombre d'un bout à l'autre du pays et de toutes les provinces pour y assister. Cette année, nous accueillerons 145 personnes dont 90 % sont effectivement de jeunes agriculteurs.

Nous allons continuer de travailler sur la formation en matière de leadership ainsi que sur la consolidation de notre organisation et de nos partenariats avec d'autres organismes que le gouvernement finance. Nous nous réjouissons à l'idée de jeter ces ponts pour la suite des choses.

M. Kerry Froese: Pour mettre un point d'orgue à notre présentation, je me contenterai de souligner que nous réunissons de jeunes agriculteurs de tous les horizons et de toutes les provinces, et que nous échangeons beaucoup d'information. Notre organisme permet une très grande synergie. Nous sommes de jeunes agriculteurs de différents milieux, mais nous avons tous cette même passion pour l'agriculture. Le mot d'ordre de la Table canadienne de la relève agricole est « Former, stimuler, impliquer », et nous croyons que c'est ce qu'il faut pour former des leaders chez nos jeunes agriculteurs.

Encore une fois, je vous remercie du temps que vous nous avez accordé. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup pour cette intéressante présentation. Votre demande ayant été soumise, je présume qu'au final, votre exposé permettra d'appuyer votre demande d'une expérience bien concrète.

En ce qui concerne votre logo, en regardant le programme de la conférence de 2014, j'ai remarqué que le slogan était « Embrassez-moi, je suis un agriculteur. »

Des voix: Oh, oh!

Le président: Je ne sais pas si cela devait être une composante promotionnelle en tant que logo ou slogan, mais je crois que c'est assez bien tourné. Il y a là-dedans une notion d'amitié et de compassion.

● (1545)

M. Kerry Froese: C'est en fait un élément important de la campagne « L'agriculture plus que jamais » de Financement agricole Canada. L'initiative vise à inciter les uns et les autres à faire connaître le lien qui les rattache à l'agriculture. Il est ici question de l'acceptation sociale des agriculteurs et de la nécessité de maintenir cette acceptation en expliquant à la population pourquoi nous faisons ce que nous faisons. Nous faisons de l'agriculture parce que nous voulons être plus efficaces et parce que nous voulons nourrir le monde. C'est une campagne formidable. Même ces enseignes qu'ils tiennent visent à promouvoir l'agriculture.

Le président: Plus tôt, je voulais dire à quel point je suis ravi de voir — comme nous le sommes tous, d'ailleurs — que votre organisation et le groupe ici présent sont composés d'hommes et de femmes. L'agriculture, voire l'industrie agricole, est forte en raison de sa complexité, mais aussi à cause de sa diversité et parce qu'elle parvient à intégrer les partenariats solides qui se forment au sein des familles ainsi qu'entre la famille et l'entreprise. Je crois que c'est un filon que vous devriez examiner.

Par ailleurs, vous avez parlé de marketing, et je vois que vous accueillerez samedi l'un de mes amis, Andrew Campbell. J'étais chez lui, il n'y a pas si longtemps. Je présume qu'il vous parlera de l'utilisation des médias sociaux et de ces autres outils qui peuvent faciliter la mise en marché auprès des gens qui n'ont pas beaucoup de contact avec l'agriculture sur le terrain. Les médias sociaux sont susceptibles de leur donner une expérience un peu plus concrète de ce qu'est l'agriculture.

Cela dit, je vous remercie de votre intervention et de vos commentaires préliminaires.

Nous allons maintenant nous tourner vers vous, madame Raynault. Vous avez cinq minutes.

[Français]

Mme Francine Raynault (Joliette, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis vraiment heureuse que les témoins soient ici parmi nous aujourd'hui.

Nous avons vraiment bien fait de reprendre ce qui a été dit, à savoir que les gens ici présents n'étaient que des agriculteurs. Quand on nourrit le monde, on joue un rôle important dans la société. J'en sais quelque chose car j'ai moi-même été agricultrice. J'élevais des animaux et je faisais de la culture maraîchère. Bien sûr, c'était à une époque où les produits du terroir n'étaient pas encore à la mode. Aujourd'hui, ce serait différent. J'ai aussi fait partie du comité provisoire du Syndicat des agricultrices de Lanaudière. L'agriculture est toujours en moi. La terre n'est jamais sortie de la femme, même si la femme ne travaille plus sur la terre. Elle est sur la Terre, mais pas sur une ferme. Quoi qu'il en soit, je suis heureuse que les témoins soient ici parmi nous aujourd'hui.

Pour ce qui est de la question suivante, chacun d'entre vous pourra y répondre. Cinq minutes, ce n'est vraiment pas long.

Comment envisagez-vous votre vie d'aujourd'hui, votre entrée dans le domaine de l'agriculture et celle de vos enfants, et ce, dans un horizon de 10 ou 15 ans?

Je connais un peu les obstacles auxquels font face les jeunes désireux de se lancer en agriculture. Quels sont, selon vous, ces obstacles que doivent affronter les agriculteurs du Québec ou du Manitoba?

M. Pierre-Luc Lacoste (membre, Table pancanadienne de la relève agricole): Je vous remercie, madame Raynault, de la question.

Je peux parler du Québec ou, autrement dit, prêcher pour ma paroisse.

En matière d'agriculture, la barrière la plus contraignante à l'entrée est vraiment celle de l'accès à la terre en raison notamment du prix des terres, qui a augmenté très rapidement. Pour les jeunes qui ne viennent pas de familles d'agriculteurs, il est donc de plus en plus difficile de se lancer en agriculture.

Du fait que les terres sont coûteuses, le transfert de fermes de génération en génération est de plus en plus compliqué. Prendre de l'expansion, acquérir des terres ou les acheter de nos parents n'est pas évident. La valeur marchande est très élevée et il y a des problèmes de fiscalité. L'accès à la terre comporte plusieurs problèmes. Ce n'est donc pas gagné d'avance. C'est une situation difficile à régler, mais nous tentons chaque jour de promouvoir l'agriculture.

Vous avez parlé des produits du terroir, qui n'exigent pas nécessairement de grandes superficies. On peut s'en tirer décemment avec des superficies modestes. Je pense que c'est essentiel de promouvoir les produits du terroir et les produits du Canada. J'ai pris des notes précédemment. Bien que les normes en matière d'environnement soient très strictes, nous réussissons à faire des merveilles avec ce que nous avons.

• (1550)

Mme Francine Raynault: Assurément, c'est ce que vivent les producteurs dans Lanaudière ou dans le comté de Joliette, qui est celui que je représente. En effet, le prix des terres a tellement augmenté que les gens ne peuvent plus en acheter, et ce, même pour agrandir leur ferme.

Le témoin en provenance du Manitoba pourra peut-être répondre aussi à la question suivante.

Selon moi, ce qui pose problème, c'est que les parents veulent à la fois offrir à leurs enfants l'occasion de prendre la relève, mais aussi être en mesure de vivre décemment le reste de leur existence, ce qui n'est pas évident.

M. Pierre-Luc Lacoste: Exactement.

Les marges brutes sont vraiment étroites. Épargner est difficile. Nous avons eu dernièrement de bonnes années dans le secteur de l'agriculture, compte tenu du fait que le prix des produits était plus élevé que jamais.

Il est tout de même difficile de mettre de l'argent de côté. Dans bien des cas, la terre représente le fonds de pension de nos parents. Pour pouvoir survivre, ils n'ont pas d'autres choix que de vendre leur terre à un prix assez élevé. C'est l'un des problèmes que nous connaissons. Les dettes se passent d'une génération à l'autre. Le surendettement est toujours présent et cela représente un problème.

Mme Francine Raynault: Madame Lee, est-ce aussi ce que vous vivez au Manitoba?

[Traduction]

Mme Danielle Lee (membre, Table pancanadienne de la relève agricole): En fait, je viens de l'Alberta.

Mme Francine Raynault: Désolée.

Mme Danielle Lee: Ça ne pose pas de problème.

Je dirais qu'il y a assurément des difficultés à surmonter, en particulier dans la région où notre exploitation agricole se trouve. Nous sommes très près de la ville de Calgary. Ce sont de bonnes terres agricoles, mais elles sont utilisées plus souvent pour des projets immobiliers et des entreprises de ce genre. Par conséquent, cela rend plus difficile la possibilité de poursuivre la pratique de l'agriculture.

Je fais partie de la quatrième génération d'exploitants de nos terres agricoles. Nous sommes établis là-bas depuis 100 ans. Il est satisfaisant d'observer la continuité, mais je remarque que le nombre de fermes autour de nous s'amenuise. Les terres agricoles ne servent même plus à pratiquer l'agriculture. Elles sont achetées pour construire des habitations ou des bâtiments de ce genre, ce qui est grandement problématique, je suppose, surtout pour une jeune personne comme moi. Je souhaite continuer d'exploiter nos terres agricoles, mais je me demande si, dans les années à venir, il sera dans mon intérêt de le faire ou si notre exploitation agricole sera cernée par la ville.

Voilà les difficultés que nous affrontons là où nous sommes. Les agriculteurs affrontent probablement les mêmes problèmes partout au pays, que ce soit en Ontario près de Toronto, ou en Colombie-Britannique où Kerry se trouve. Les terrains coûtent très cher là-bas aussi.

Le président: Merci, madame Raynault.

Nous allons maintenant passer à M. Keddy, qui dispose de cinq minutes.

M. Gerald Keddy (South Shore—St. Margaret's, PCC): Je souhaite la bienvenue à nos témoins.

Kimberly, je viens de New Ross, en Nouvelle-Écosse. Par conséquent, j'essaie de découvrir exactement... À ma connaissance, il y a deux Beaver Brooks; je présume que c'est celui qui se trouve près d'Old Barns.

Mme Kimberly Stokdijk (membre, Table pancanadienne de la relève agricole): C'est exact. Nous sommes juste à l'extérieur de Truro.

M. Gerald Keddy: Bien. Je comprends d'où vous venez.

Une partie de la discussion que nous avons en ce moment à propos des ressources, des terres et de leur disponibilité aura probablement un effet crucial sur l'avenir de chacun d'entre vous. Il y a plusieurs années, j'étais un jeune agriculteur, mais, maintenant, je suis simplement grincheux.

Vous avez vraiment une merveilleuse carrière devant vous. D'énormes possibilités s'offrent à vous. Il y a deux facteurs qui, selon moi, sont essentiels à votre travail. Vous les avez effleurés tous les deux, mais j'aimerais que vous expliquiez plus en détail la mesure dans laquelle ils vous semblent cruciaux.

Le premier est l'accès à la propriété, en particulier aux riches terres agricoles plutôt qu'aux terrains qu'on est en train de convertir en banlieues. C'est le facteur le plus important. L'Ontario possède une ceinture agricole et protège bon nombre des riches terres agricoles, alors que la Nouvelle-Écosse en protège quelques-unes, mais pas la totalité d'entre elles.

Vous avez également effleuré la question de votre travail avec le groupe de jeunes agriculteurs américains. J'ai vraiment l'impression que ce travail est essentiel à votre réussite future, en particulier au chapitre des groupes de denrées et du commerce international. Pendant 25 ou 30 ans, j'ai participé au commerce d'arbres de Noël en ma qualité de producteur de taille moyenne. Nous exportons tous nos produits aux États-Unis. Je peux vous dire que la seule chose qui nous a permis de réussir dans cette industrie a été notre adhésion à l'association nationale des producteurs d'arbres de Noël des États-Unis. Ainsi, nous occupons un siège à la proverbiale table des négociations. Nous étions en mesure de voter sur toutes les questions qui étaient mises aux voix et d'avoir un représentant là-bas pour contrebalancer la tendance protectionniste que les Américains manifestent dès leur naissance. À plusieurs occasions, lorsque des guerres commerciales éclataient entre nous et les États-Unis — à propos des bardeaux et d'un certain nombre d'autres produits —, nous avons été en mesure de protéger les arbres de Noël. Les Américains n'en faisaient pas grand cas, car nous représentons 8 % du marché des Américains, alors qu'ils contribuent à 95 % de notre marché. C'est une énorme différence, n'est-ce pas?

Vous pouvez tous intervenir, mais je souhaite simplement que vous vous appesantissiez sur ces deux observations.

• (1555)

M. Paul Glenn (vice-président, Table pancanadienne de la relève agricole): Je vous remercie de votre question.

Je peux parler de la question des jeunes agriculteurs et des jeunes éleveurs. J'ai eu la chance d'aller à Nashville, où s'est déroulée la conférence sur le leadership de la relève agricole. Il y avait approximativement 1 400 participants à Nashville. C'est un événement vraiment impressionnant auquel j'ai le bonheur d'assister pour la deuxième fois dans le cadre du travail de promotion du commerce avec le Canada que j'accomplis avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Je crois que l'initiative que le ministère a entreprise est vraiment excellente, car, pour la première fois l'année dernière, les Canadiens se sont rendus aux États-Unis pour travailler avec les Américains, ce dont nous avons grandement besoin. Nous nous fixions de chaque côté de la table, et nous nous disions qu'il était incroyable que nous n'ayons pas fait cela auparavant. Heureusement, ils sont venus à Calgary l'année dernière pour assister à notre assemblée générale annuelle.

Nous continuons de développer nos relations avec eux. Ils bénéficient d'un grand nombre d'excellents programmes que nous tentons de mettre en oeuvre également. En réalité il suffit de remarquer la façon dont le programme des jeunes agriculteurs et

éleveurs du American Farm Bureau est établi, de constater à quel point il contribue à transmettre leurs messages au gouvernement et de réaliser à quel point l'agriculture a son mot à dire là-bas. Ce sont des objectifs que nous souhaiterions vraiment atteindre, et nous aimerions surtout voir les jeunes agriculteurs canadiens avoir vraiment voix au chapitre.

M. Kerry Froese: L'un des énormes avantages dont les Américains bénéficient également est l'existence des Future Farmers of America, ou des FFA, dont certaines activités sont intégrées dans le système d'enseignement secondaire des Américains.

Nous avons également eu l'occasion d'assister à l'événement national des Future Farmers of America, qui se déroulait au Kentucky et qui réunissait plus de 60 000 participants. Les FFA comptent plus de 600 000 membres. Si ce genre de système alimente les Young Farmers & Ranchers of America, il ne fait aucun doute que cela inspire aussi notre respect. Notre participation à cet événement a été très instructive. Il avait lieu dans un immense centre des congrès de Louisville, au Kentucky.

M. Gerald Keddy: Avez-vous une idée de la façon dont nous pourrions maintenir l'accès aux riches terres agricoles?

Le président: Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, monsieur Keddy, je crois que Guenette allait donner suite à la première partie de votre question.

M. Gerald Keddy: Non, pas du tout. Pardonnez-moi. Je n'avais pas l'intention de lui couper la parole.

Mme Guenette Bantz: Cela ne pose pas problème. J'avais simplement une brève observation à formuler à propos de notre relation avec les Américains.

Nous avons également eu l'occasion de représenter l'agriculture canadienne en ce qui concerne l'importance de son commerce. Nous avons discuté de la question de l'étiquetage indiquant le pays d'origine avec de jeunes agriculteurs des États-Unis. Nous avons noué de solides relations qui nous ont été vraiment profitables. Ils sont nos partenaires commerciaux, et nous sommes maintenant au courant de l'importance des échanges commerciaux que nous avons avec nos voisins du sud.

De plus, nous avons connu de grandes réussites qui dépassent les simples enseignements que nous avons tirés d'eux. Nous développons aussi des relations, et nous sommes également impatients de passer du temps avec eux ce week-end.

M. Gerald Keddy: [Note de la rédaction: difficultés techniques]

Le président: [Note de la rédaction: difficultés techniques]...mais il se peut que vous soyez en mesure de reprendre la parole plus tard. Nous avons dépassé de loin de temps alloué.

Nous allons passer à M. Eyking, qui dispose de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Je vous remercie tous d'être venus. Quelle merveilleuse organisation! Elle permet de réunir les jeunes esprits agricoles des quatre coins du Canada.

Il y a 25 ans, mon épouse et moi faisons partie des Jeunes agriculteurs d'élite, je suppose. Cela nous donnait une excellente occasion de quitter notre exploitation agricole et d'observer ce que les autres faisaient. À notre retour, notre attitude était différente. Cela nous donnait un sentiment de fierté et d'accomplissement. Ce que vous faites est admirable, à mon avis.

J'ai aussi remarqué sur un pare-chocs un autocollant qui disait : « J'aime les garçons de ferme ».

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Eyking: Ces autocollants n'existaient pas quand nous exploitions notre ferme. Je veux dire que les filles nous fuyaient. Nous conduisions de vieilles camionnettes, et nous ne gagnions pas d'argent. Je suis heureux de savoir que les fermiers sont en vogue maintenant. C'est bon de le constater.

J'aimerais parler un peu de la scène internationale. Je suppose que, maintenant que vous étudiez les méthodes des autres pays, votre marché est international. Il y a tellement de changements à surveiller de nos jours, qui vont du changement climatique aux variations en matière de préférences des consommateurs. On aperçoit des bluets du Chili dans les comptoirs des supermarchés ou des produits, quels qu'ils soient. Notre univers alimentaire évolue à un rythme accéléré. C'est exaltant, mais vous entrez en concurrence avec de véritables virtuoses de la planète. Les agriculteurs brésiliens sont parfois en mesure de produire deux ou trois récoltes par année.

Décrivez-moi un peu les avantages dont ils peuvent bénéficier qui se démarquent, que ce soit en Europe ou ailleurs, et que le gouvernement pourrait peut-être vous offrir? Est-ce le financement? Quelles sont certaines des leçons que nous pourrions apprendre des autres pays ou certaines des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour aider nos jeunes agriculteurs à démarrer des exploitations?

• (1600)

Le président: Avant que vous répondiez à cette question, Paul, je tiens à vous informer que les techniciens qui travaillent ici sont extraordinaires; lorsqu'ils voient quelqu'un ouvrir la bouche, ils allument son microphone. Par conséquent, quand vous viendrez pour parler, tout se produira automatiquement.

Allez-y. Je suis désolé de vous avoir interrompu.

M. Paul Glen: Génial! Vous m'avez épargné beaucoup d'efforts.

Des voix: Oh, oh!

M. Paul Glenn: Je peux parler un peu de cette facette de l'agriculture. Premièrement, en ce qui concerne les Future Farmers of America, je crois que c'est un excellent outil tant pour les gens qui pratiquent l'agriculture que pour ceux qui ne font pas partie de ce milieu, mais qui manifestent un intérêt à cet égard. Cette organisation leur offre un moyen d'en apprendre davantage à ce sujet, en particulier lorsqu'ils sont jeunes et qu'il est important qu'ils s'intéressent à quelque chose, surtout avant le début de leurs études secondaires.

Dans le cadre du programme des FFA, de nombreux cours de formation au leadership sont offerts, comme des cours sur l'art de parler en public, afin de vraiment développer des dirigeants. Ces jeunes adultes discutent et débattent d'une façon extraordinaire. Ils bénéficient aussi d'importants commanditaires. Le gagnant du débat national reçoit un camion Chevy. Vous riez, mais ces gens parlent d'une façon très professionnelle, et leurs discussions sont très bien menées. Cela les prépare à faire partie des Young Farmers & Ranchers. Le programme les perfectionne en quelque sorte.

C'est un peu la façon dont nous nous voyons développer nos jeunes dirigeants d'exploitations agricoles au Canada. Ils participeront au programme des 4-H, une perspective qui plaît aux responsables du programme. Avec un peu de chance, un jour nous pourrions bénéficier d'un système d'éducation qui développera les jeunes en leur parlant également de l'agriculture. Ensuite, nous pourrions vraiment consolider le leadership des jeunes de manière à ce qu'ils soient en mesure de s'adresser à vous, nos éminents parlementaires.

M. Kerry Froese: L'autre avantage d'intégrer cette formation dans les écoles, c'est que, même si les jeunes ne deviennent pas des agriculteurs plus tard, ils apprendront d'où viennent leurs aliments, et nous n'observerons pas le décalage qui existe en ce moment au Canada — d'une manière complètement généralisée — et qui empêche les gens de connaître la source de leur nourriture. Lorsque nous disposerons d'un tel système, plus de gens sauront comment certains de leurs aliments sont cultivés.

Les gens n'élevent plus de vaches et de poules dans leur cour. Tout le monde achète sa nourriture dans des supermarchés. Cependant, nous devons être en mesure de communiquer aux gens pourquoi nous prenons certaines mesures. Voilà la raison pour laquelle nous utilisons ce programme pour tenter d'accroître notre acceptabilité sociale.

Mme Guenette Bautz: En outre, nous avons eu des discussions avec Agriculture en classe Canada, et la TPRA aimerait vraiment collaborer avec notre gouvernement canadien et tout partenaire que nous pourrions trouver pour diriger le projet ou pour, au moins, participer à la mise sur pied d'un tel projet, qui serait d'envergure nationale.

Mme Kimberly Stokdijk: De plus, il est important de noter que le programme des FFA... Bien que l'éducation relève des provinces et qu'aux États-Unis, elle soit financée par les États, tous les programmes américains de formation professionnelle ou de formation technique sont financés par l'administration fédérale. Les programmes, y compris les FFA et les autres programmes de formation professionnelle offerts par les systèmes scolaires, relèvent en fait de l'administration fédérale. Ce serait une merveilleuse initiative à lancer, et un défi à relever pour les agriculteurs. Le seul problème, c'est l'âge moyen des agriculteurs, mais l'appui... Voilà les compétences et les métiers qui viennent appuyer notre industrie et, aux États-Unis, ces compétences et ces métiers sont financés par le gouvernement fédéral. C'est un fait à prendre en considération.

Si j'examine les perspectives internationales et les mesures que prennent d'autres pays, je dirais qu'il est certain qu'en soutenant l'introduction au Canada d'innovations et de nouvelles technologies, qu'en respectant les pratiques des États comparables, comme les mesures de sécurité en vigueur dans les pays de l'Union européenne et aux États-Unis, dont la santé et la sécurité au travail... Si les nouvelles technologies novatrices étaient autorisées à entrer au Canada, cela donnerait un énorme coup de main aux agriculteurs des quatre coins du pays, en particulier aux jeunes agriculteurs qui souhaitent innover et trouver des façons de conserver leurs exploitations agricoles et de les rendre très rentables.

En outre, il faudrait que nos intrants soient équivalents. Les agriculteurs canadiens n'ont pas accès à certains intrants, et cela nous désavantage par rapport à nos concurrents. Il est très important que nous prenions en considération ces équivalences et que nous offrions des possibilités aux jeunes agriculteurs qui souhaitent innover pour être à la fine pointe de la science et de la technologie au Canada.

• (1605)

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à M. Zimmer, qui dispose de cinq minutes.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): M. Keddy a une brève observation à formuler, après quoi je poursuivrai mon intervention.

M. Gerald Keddy: Vous avez parlé de la question de l'éducation aux États-Unis. Il faut premièrement que vous compreniez que notre système diffère radicalement du leur, mais il y a effectivement le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Le transfert en matière de programmes sociaux sert à financer l'éducation. Les provinces s'approprient avec brio tout le mérite associé à l'éducation comme si elles l'avaient financé par elles-mêmes, alors qu'un énorme pourcentage du financement provient du gouvernement fédéral. Je le précise afin que cela figure dans le compte rendu.

M. Bob Zimmer: Je vous remercie de cette précision.

Je vous remercie d'être venus aujourd'hui.

Kerry, je suis le représentant britanno-colombien du comité de l'agriculture. Je vous remercie d'être à l'écoute de nos agriculteurs de la Colombie-Britannique. Je vis dans les prairies du nord de la province. Notre région ressemble beaucoup à l'Alberta. Il y a des prairies, des céréales et des vaches là-bas. C'est vraiment une communauté agricole. Il est bon de voir que vous représentez l'organisation.

Au début, j'allais vous demander d'énumérer les conditions à remplir pour être un jeune agriculteur, mais il semble que Dean les remplit...

Des voix: Oh, oh!

M. Bob Zimmer: ...parce qu'on doit être âgé de moins de 40 ans. Il peut encore jouer ce rôle.

Je suis heureux que vous preniez les mesures que vous prenez, et j'ai quelques questions à vous poser. Nous prêchons à des convertis en ce moment, car vous êtes tous des agriculteurs âgés de moins de 40 ans, etc. Mes enfants vont à l'école. À notre époque, comment pouvez-vous convaincre un enfant que le métier de fermier est une option viable? Comment parvenez-vous à ce stade? Allez-vous à la rencontre des groupes inaltérés, je suppose, qui existent quelque part?

Je viens d'un milieu agricole. Je n'ai pas été élevé sur une ferme, mais mon père et ma mère ont grandi sur des fermes. Pendant une courte période de ma vie, j'ai souhaité exploiter une ferme. Lorsque j'ai visité la ferme du Manitoba d'où mon père venait, le mode de vie et le reste m'ont vraiment plu. Mais ainsi va la vie, je suppose, et nous allons de l'avant.

Pouvez-vous parler des mesures que les membres de la Table pancanadienne de la relève agricole prennent à cet égard?

M. Paul Glen: On pourrait dire que je suis en quelque sorte un modèle de réussite pour la Table pancanadienne de la relève agricole. En fait, j'ai presque manqué le bateau. J'ai fait partie du cercle 4-H pendant quelques années lorsque j'étais jeune, mais je croyais être le seul de ma région à m'intéresser à l'agriculture. Je pensais que j'étais fou. Je suis devenu membre de la Junior Farmers Association of Ontario, et j'ai eu la chance de participer au forum des jeunes agriculteurs ontariens, l'un des événements provinciaux organisés avec le soutien de la TPRA. En ma qualité de membre ayant le droit de vote, j'ai eu le privilège de participer à la conférence nationale — qui se tenait en Nouvelle-Écosse cette année-là — et d'y constater tout l'enthousiasme que peut susciter l'agriculture chez d'autres jeunes comme moi. Je me suis ainsi rendu compte que mon idée n'était pas si folle que ça après tout. Je sais que ça peut paraître étrange, mais je croyais vraiment être le seul à penser ainsi dans ma région. On ressort de cette conférence avec toute cette énergie — en espérant qu'elle tiendra jusqu'à celle de l'année suivante...

Des voix: Oh, oh!

M. Paul Glenn: On prend alors les choses en main pour devenir un véritable chef de file, car l'agriculture n'est plus un simple passe-temps. Si les choses ne fonctionnent pas comme on le souhaiterait, on peut toujours parler à quelqu'un qui a vécu des difficultés semblables pour s'inspirer de son expérience.

M. Bob Zimmer: Dans le même ordre d'idée, constatez-vous qu'il y a des secteurs agricoles qui intéressent davantage les jeunes? Est-ce la culture des céréales? L'élevage de dindes ou de poulets? J'ai étudié à UBC et à Trinity Western. Je connais bien la région pour avoir résidé pendant cinq ans à Abbotsford durant mes études. Je sais qu'on y trouve beaucoup de fermes semblables. Y a-t-il des secteurs de l'industrie qui ne semblent éprouver aucune difficulté à susciter et maintenir l'intérêt des agriculteurs, et des jeunes tout particulièrement?

• (1610)

M. Kerry Froese: Comme vous le savez, les terres coûtent très cher en Colombie-Britannique. Lorsque je participe à des rencontres comme celle-ci et que je dis à des collègues que je paie de 80 000 \$ à 100 000 \$ l'acre pour mes terres, il y en a certains qui me demandent carrément qu'est-ce que je fais encore en agriculture. Dans le cadre de notre programme, nous misons sur l'agriculture intensive de produits de grande valeur de manière à contrôler nos coûts de production pour pouvoir maintenir nos activités dans la région d'Abbotsford.

Mais il y a aussi des bons côtés. Je dois d'ailleurs vous avouer que j'ai tondu mon gazon ce matin avant de partir vers Ottawa.

M. Gerald Keddy: C'est trop d'information.

Des voix: Oh, oh!

M. Bob Zimmer: Je comprends que la relève agricole puisse être problématique quand je regarde mes parents qui ont 80 et 70 ans. Les agriculteurs vendent leurs terres pour pouvoir prendre leur retraite en Arizona, ou faire ce que bon leur semble. Il serait bien de pouvoir offrir un programme de transition en pareil cas.

Je vois que l'un de vous souhaite intervenir, et c'est peut-être parce qu'il existe un tel programme. Y a-t-il un mécanisme qui fait le lien entre ces deux groupes afin d'aider les agriculteurs à prendre leur retraite tout en veillant à ce que leur ferme ne disparaisse pas?

M. Kerry Froese: Ce sont nos organisations provinciales qui s'en chargent. Il n'y en avait pas en Colombie-Britannique avant que je participe en 2007 à une conférence de la TPRA où j'ai appris qu'il existait des groupes de relève agricole dans d'autres provinces. J'ai donc mis sur pied en 2008 le regroupement BC Young Farmers, un comité du British Columbia Agriculture Council. L'apport de ces groupes de jeunes agriculteurs dans les différentes provinces permet d'aplanir les difficultés associées à cette transition.

Pierre, avais-tu quelque chose à ajouter?

M. Pierre-Luc Lacoste: J'aimerais parler d'un programme provincial qui existe au Québec.

Il y a certains agriculteurs plus âgés qui ne souhaitent pas vraiment mettre leur ferme en vente. Ils désiraient en transférer la propriété, mais la génération suivante n'était pas au rendez-vous. Soit qu'ils n'avaient pas d'enfants ou que leurs enfants voulaient faire quelque chose de plus rentable. La vente devenait donc la seule solution. Dans certaines régions du Québec, on a ainsi créé une banque de fermes dont les exploitants voulaient éviter la disparition, de manière à pouvoir les jumeler avec de jeunes agriculteurs ne viennent pas du milieu, qui n'ont qu'une petite ferme à exploiter ou qui veulent continuer dans l'agriculture après que la ferme familiale ait été transférée à un aîné. C'est un peu comme une agence de rencontre. Nous essayons de « marier » ces gens-là pour qu'un transfert devienne possible.

C'est davantage un programme d'envergure provinciale pour l'instant, mais rien n'empêche de l'étendre à la grandeur du pays.

M. Bob Zimmer: Je trouve que c'est une excellente idée. Une telle mesure pourrait tout au moins faciliter les choses à l'échelle nationale. C'est exactement le genre de solution que l'on recherche. Les jeunes agriculteurs ont vraiment la cote auprès de notre comité. Nous avons besoin de vous pour que l'agriculture demeure viable à long terme, et nous vous remercions de votre contribution.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Zimmer.

La parole est maintenant à Mme Brosseau.

[Français]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins qui sont présents ici aujourd'hui.

Ils partagent avec nous leur expérience et soumettent des recommandations au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je souhaite également remercier les personnes qui sont présentes dans cette salle. Il est vraiment rare que la salle soit pleine de gens qui viennent écouter nos délibérations. Cela démontre l'importance de vous recevoir ici dans le cadre des travaux du comité.

J'aimerais m'adresser à vous, Pierre-Luc, parce que je veux aborder des questions qui touchent notamment la province de Québec.

Dans un document de la Bibliothèque du Parlement, on dit que le Québec est la province qui a la plus importante proportion de jeunes agriculteurs et agricultrices. Selon vous, pourquoi y a-t-il davantage de jeunes qui s'impliquent au Québec que dans les autres provinces?

M. Pierre-Luc Lacoste: C'est une très bonne question.

Nous sommes tous issus de l'Union des producteurs agricoles du Québec. Elle a su faire un travail immense pour aller chercher les jeunes et créer la Fédération de la relève agricole du Québec — la FRAQ. Pour l'UPA, il est intéressant qu'il y ait cette aile jeunesse. Elle ne comprend pas seulement de jeunes agriculteurs, mais également des gens âgés de 18 ans et plus ayant un intérêt pour l'agriculture. Notre organisme englobe toute la communauté, autant les agriculteurs que les gens qui ne le sont pas. C'est la raison pour laquelle l'intérêt pour l'agriculture au Québec est aussi élevé.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Récemment, vous étiez le vice-président de la FRAQ. En 2012, la directrice de la FRAQ a dit qu'il est parfois plus rentable et facile de démanteler une ferme que de la transférer quand la relève n'est pas en mesure de l'acheter à sa valeur marchande. Pouvez-vous formuler des commentaires à ce sujet ?

• (1615)

M. Pierre-Luc Lacoste: Les terres et les entreprises agricoles sont, en quelque sorte, le fonds de pension de leurs propriétaires. Compte tenu du prix des intrants et des marchandises, il est difficile de se démarquer et de faire beaucoup d'argent. Les dernières années ont été très rentables pour l'agriculture au Canada et au Québec. Nous avons aussi profité de la manne. Il est toutefois certain que les transferts sont compliqués.

Mme Ruth Ellen Brosseau: C'est vraiment compliqué?

M. Pierre-Luc Lacoste: Les transferts coûtent extrêmement cher et il se font à perte. Il faut que les gens réussissent à économiser. Il faudrait mettre en place des mécanismes pour aider les agriculteurs à mettre de l'argent de côté, comme par exemple offrir aux jeunes des incitatifs fiscaux pour les aider à acquérir une ferme.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Dans le beau document que vous nous avez fait parvenir, il est également question des problèmes vécus l'an dernier relativement à la pénurie de main-d'oeuvre. L'an dernier — et je ne veux pas me tromper sur le montant —, le président de la FERME a dit que le Québec avait subi des pertes d'environ 56 milliards de dollars à cause d'une pénurie de main-d'oeuvre.

Pourriez-vous faire des commentaires à ce sujet?

M. Pierre-Luc Lacoste: Concernant la main-d'oeuvre, je n'ai pas toutes les informations pour me permettre de formuler des commentaires à ce sujet. Cependant, je peux certainement dire qu'il est compliqué de faire venir des travailleurs étrangers au Canada et au Québec. Cela peut certainement avoir nui à l'agriculture en général.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Au cours des dernières années, les fermes familiales de taille moyenne ont subi des pertes. Depuis 2007, on a perdu 22 235 exploitations agricoles, ce qui représente une diminution d'environ 13 %.

Vous avez brièvement abordé cette question, madame Lee.

[Traduction]

Le nombre de fermes diminue sans cesse. Est-ce parce qu'elles sont de plus en plus grandes?

J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mlle Danielle Lee: Pour que les choses soient bien claires, votre question porte sur la disparition des fermes en Alberta?

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je parlais d'une manière générale.

Mlle Danielle Lee: Si l'on considère la situation de l'agriculture dans l'ensemble du Canada, et c'est le cas tout particulièrement en Alberta, il ne fait aucun doute que nos fermes sont plus grandes qu'auparavant. C'est une question d'efficacité, et bien des agriculteurs ne peuvent pas faire autrement. Par exemple, il y avait dans notre région une très forte concentration de fermes laitières, toutes de petites exploitations familiales. Je ne suis pas en train de dire qu'il n'existe plus de fermes familiales en Alberta. Je dis simplement qu'elles doivent devenir de plus en plus grandes et s'éloigner des villes pour trouver des terres moins coûteuses et pouvoir gagner en superficie afin de réaliser des économies d'échelle.

M. Larry Spratt (membre, Table pancanadienne de la relève agricole): J'aurai une observation à ce sujet.

Il est vrai que la taille des fermes augmente, mais il faut considérer qu'il nous faut le même temps aujourd'hui pour cultiver 5 000 acres qu'il en fallait à mon grand-père il y a 30 ans pour en cultiver 300. Les fermes sont plus grandes, mais les moyens à notre disposition ne sont plus les mêmes. Nous nous efforçons de maximiser la production à l'acre afin d'assurer une utilisation optimale de nos ressources. On peut toujours dire qu'une ferme a 20 000 ou 30 000 acres, mais il faut surtout savoir combien cela donne d'acres par exploitant ou par tête de bétail, par exemple.

Le président: Merci, madame Brosseau.

Nous passons maintenant à M. Dreeshen pour les cinq prochaines minutes.

M. Earl Dreeshen (Red Deer, PCC): Bienvenue à tous.

À l'instar de Mark, ma femme et moi avons été candidats au concours des jeunes agriculteurs d'élite. Cela remonte sans doute à plus de 25 ans. Ma femme continue d'exploiter la ferme. Elle transportait des céréales pas plus tard qu'hier.

Il y a bien des parcours possibles, et le mien a été un peu particulier. J'ai grandi sur une ferme. C'est avec l'équipement de mon père que mon frère aîné et moi avons pu jeter les bases de notre activité agricole en louant des terres. Parallèlement à cela, je me suis retrouvé dans le milieu de l'éducation et j'ai enseigné pendant 34 ans pour pouvoir m'offrir le luxe de faire de l'agriculture.

Vous avez parlé du prix des terres. Je me souviens d'avoir eu les mêmes discussions avec mes parents concernant le prix où elles se vendaient à l'époque. À chaque nouveau trimestre, nous reprenions le même débat quant à savoir si nous arriverions un jour à tirer un bénéfice de notre ferme, mais je crois que ces choses-là ne changent guère.

La planification de la relève est toutefois une considération primordiale. Il faut prendre les moyens de faciliter la transition dans toute la mesure du possible. En considérant la ferme comme une entreprise, on peut trouver des façons d'intéresser les plus jeunes. Au bout d'un certain temps, le vieux fermier va peut-être vouloir continuer à conduire le tracteur, même si parfois il serait préférable qu'il y renonce, mais cela lui permet tout au moins de demeurer actif. Certains disent que les agriculteurs sont de plus en plus vieux. Nous ne voulons tout simplement pas lâcher. Nous voulons mourir sur notre ferme. C'est bien plus qu'une question de fiscalité; il est vraiment important pour l'agriculteur de pouvoir continuer à mettre la main à la pâte et à apporter sa contribution dans tous les aspects de l'exploitation.

J'aimerais insister sur le fait que les agriculteurs sont les véritables écologistes. Ils sont les véritables protecteurs de l'environnement. Que vos connaissances sur le secteur vous viennent du cercle 4-H ou de discussions sur des tribunes comme celle-ci, il est important que votre message se fasse bien entendre lorsque vous parlez de l'avenir de l'agriculture et des répercussions sur les consommateurs dans un sens ou un autre.

Il ne s'agit pas de défendre l'agriculture, mais d'en faire la promotion. On nous sert toutes sortes d'arguments dont certains sont dictés par les forces du marché. Vous avez sans doute entendu dire qu'il suffit de suivre la piste de l'argent pour savoir, par exemple, pourquoi on impose un quota pour un produit et pas pour un autre. À mon sens, ces considérations doivent désormais être au cœur des préoccupations de regroupements comme le vôtre.

Nous savons à quel point il est difficile d'amener les agriculteurs à s'entendre. Aussi bien au café du coin qu'au club de curling, il y aura

toujours autant d'opinions différentes que d'agriculteurs présents, peu importe le sujet.

Il importe que vous soyez capables d'envisager l'avenir en travaillant main dans la main. Vous avez la chance de pouvoir compter sur les médias sociaux qui peuvent vous être d'une aide précieuse. Il est vrai qu'il vous faut parfois démentir certaines faussetés qui y sont véhiculées pour vous compliquer la vie, mais il demeure à mon avis essentiel que vous soyez présents pour faire avancer les choses.

Je vais en rester là pour l'instant. Peut-être pourriez-vous nous parler de quelques-uns des moyens que vous envisagez prendre pour que les gens sachent bien que vous avez l'agriculture à cœur et que vous êtes les mieux à même de comprendre toute l'importance qu'elle revêt. Vous voulez qu'on vous embrasse parce que vous êtes agriculteur; il suffit de bien nourrir la planète, et le reste viendra.

Merci.

• (1620)

Mme Guenette Bautz: Tout à fait. Merci pour vos commentaires.

Notre campagne de rayonnement via les médias sociaux nous permet d'accomplir des choses vraiment formidables. Il ne s'agit pas simplement que chacun raconte son histoire. Les médias sociaux sont vraiment populaires, même auprès des très jeunes. C'est un excellent moyen pour nous de rejoindre les jeunes en vue de les amener à s'intéresser à l'agriculture.

Nous offrons en outre des services de mentorat aussi bien au niveau national que par l'entremise de nos organisations provinciales de telle sorte que les jeunes puissent avoir accès de plus en plus tôt à des gens de l'industrie capables de les aider.

Tant la Table canadienne que de la relève agricole que nos autres organisations nationales réalisent des avancées importantes en matière de planification de la relève auprès des agriculteurs de notre groupe d'âge. La différence c'est que nous travaillons en plus à la planification de la relève auprès de nos propres enfants, car nous nous rendons bien compte que le plus tôt on commence, le mieux c'est lorsqu'il s'agit d'économiser en prévision de la retraite et de prévoir les garanties nécessaires via l'assurance-vie ou nos économies pour que nos enfants et les plus jeunes puissent plus rapidement prendre le relais et devenir la prochaine génération d'agriculteurs.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Allen; vous avez cinq minutes.

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Merci, monsieur le président, et merci à vous tous de votre présence aujourd'hui.

Est-ce qu'il y a quelqu'un parmi vous qui n'est pas issu d'une famille d'agriculteurs? Kimberly.

Si je pose la question, ce n'est pas tellement en raison de l'importance que cela peut avoir. Je suis simplement toujours curieux de savoir ce qui peut motiver les gens, jeunes ou moins jeunes, à choisir ce mode de vie. Lors d'une tournée du sud de l'Ontario que j'ai faite il y a quelques années, je me suis adressé à un groupe pour parler des jeunes agriculteurs. Il y a une femme qui est intervenue pour dire que le qualificatif ne lui convenait pas nécessairement. En fait, elle était devenue agricultrice à l'issue de sa carrière dans la fonction publique. Elle avait décidé d'exploiter une ferme; ce n'était pas un simple passe-temps. Je ne voudrais pas révéler son âge, mais elle avait certes plus de 50 ans. C'est à partir de ce moment-là que j'ai commencé à parler de « nouveaux agriculteurs », plutôt que de jeunes agriculteurs. Je suis donc toujours curieux de connaître les raisons qui vous ont motivé.

Ceux parmi les membres du comité qui le font à temps plein trouvent que c'est un mode de vie formidable, mais je suis toujours intéressé de savoir comment une personne en arrive à se dire que c'est ce qu'elle souhaite faire dans la vie.

• (1625)

Mme Kimberly Stokdijk: Dans mon cas, la décision a été plutôt facile. Je me suis entichée d'un agriculteur et je me suis retrouvée sur une ferme.

Des voix: Oh, oh!

M. Malcolm Allen: Si ça fonctionne, je suppose que tous les moyens sont bons.

Mme Kimberly Stokdijk: Ça fonctionne très bien.

Pour vous raconter un peu mon histoire, je suis fille de militaire. J'ai grandi en ville et je ne connaissais rien de l'agriculture. J'ai tout même épousé un fermier de troisième génération en Nouvelle-Écosse. Son père et son grand-père étaient des immigrants hollandais. L'agriculture était une passion pour lui. J'ai enseigné le français et l'espagnol pendant plusieurs années. Les enseignants adorent apprendre différentes choses, et je peux vous assurer qu'avec l'agriculture, j'ai vraiment été gâtée, car il y en a beaucoup à apprendre.

Mes quatre années au sein du regroupement pour la relève agricole ont été extraordinaires. À ma première année de participation, les travaux se déroulaient à Halifax et bon nombre des ateliers portaient sur la planification de la relève et la gestion d'une entreprise agricole. C'était l'occasion idéale pour tout apprendre sur ces sujets. Mon expérience en éducation me sert encore à bien des égards. L'agriculture est devenue partie intégrante de notre famille et de notre vie, et nos enfants deviendront la quatrième génération à exploiter la ferme. Ils y prennent déjà un grand intérêt.

Il faut espérer que vous puissiez tous ensemble nous faciliter les choses en aplanissant les difficultés associées à la relève, notamment du point de vue fiscal, de telle sorte que la prochaine génération puisse prendre le relais.

M. Malcolm Allen: Eh bien, nous pouvons peut-être faire certaines choses, mais je ne suis pas sûr que nous pouvons faire quoi que ce soit pour que des personnes tombent en amour avec des agriculteurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Malcolm Allen: À vrai dire, je ne sais pas trop comment on pourrait élaborer une politique à cet égard. Néanmoins, nous pouvons commencer par proposer qu'il faut examiner les gens des collectivités rurales et peut-être faire ce genre de choses.

Je n'aime pas vous le dire, Kerry, mais je viens de Niagara, une région viticole. Nous aurions pu cueillir des raisins pour faire du vin de glace environ cinq fois cet hiver tellement il a fait froid. En fait, nous prévoyons qu'il y aura probablement des pertes d'environ 30 % dans la culture des fruits tendres pour ce qui est des vignes et des arbres.

M. Allison représente une circonscription voisine de la mienne, juste au nord, et il y fait un froid intense. Il y a fait -20°C pendant une longue période. En fait, c'était intéressant — je ne sais pas si M. Allison l'a remarqué —, mais depuis le mois de janvier, il n'y a eu qu'une journée où la température a presque atteint 0°C. Elle était de -0,6°C ce jour-là. C'est une situation inhabituelle à Niagara. Les agriculteurs là-bas feront le compte.

Votre document contient une statistique intéressante. Je vous remercie de nous avoir fourni un exemplaire de *Ferme familiale 2.0 — Regard sur 2050*. Comme c'est le cas de quelques personnes ici, lorsqu'on parle de « 2.0 », je ne suis pas certain de comprendre ce qu'on veut vraiment dire. La statistique intéressante ici — c'est également une mise en garde, car nous devons commencer à réfléchir aux façons différentes d'attirer les gens vers le secteur agricole —, c'est que 8,2 % des agriculteurs sont âgés de 35 ans ou moins. Franchement, cela représente une faible tranche.

Malgré ce que dit M. Dreesen, c'est-à-dire que parfois, les agriculteurs veulent continuer à travailler longtemps, le problème c'est qu'ils peuvent vouloir rester — M. Dreesen a probablement raison — et il se peut que certains d'entre nous utilisent de l'équipement qu'ils ne devraient plus utiliser. Dans mon cas, c'est habituellement la scie à chaîne. Le problème, c'est qu'il faut que le poids démographique de la relève soit plus important qu'il l'est à l'heure actuelle. Je crois que cela devient très évident. C'est vrai, les exploitations agricoles changent. Certaines sont grandes, d'autres sont petites. Les exploitations biologiques sont petites et peuvent fonctionner à temps plein et être rentables. Tout dépend de l'endroit où elles sont situées. Elles peuvent être petites. Les choses changent constamment.

Permettez-moi de vous poser une question, et tout le monde peut y répondre. C'est au sujet de la technologie, qu'il s'agisse des téléphones intelligents, de l'utilisation d'Internet, de la communication d'information ou de ces charmants petits drones qui apparaissent sur une image dans votre revue. Qu'est-ce que l'avenir nous réserve à cet égard, selon vous? Cela fonctionne-t-il pour vous? Gonfle-t-on trop ou trop peu leur importance? Qu'en pensez-vous? Dans quelle mesure est-ce efficace? Certaines technologies coûtent cher. D'autres ne coûtent pas cher. J'aimerais connaître votre point de vue sur la technologie et sur ce que nous réserve l'avenir.

• (1630)

M. Kerry Froese: J'adore la technologie, car elle me permet d'en faire plus avec moins de ressources. Je suis un producteur de poulets à griller. À l'aide de mon téléphone cellulaire, je peux savoir maintenant, à l'instant, le poids de mes volatiles, la quantité de nourriture qu'ils mangent et d'eau qu'ils boivent. Je peux ajuster mes ventilateurs et les lumières. Je peux faire à partir d'ici tout ce que je peux faire lorsque je suis là-bas.

M. Malcolm Allen: Vous pouvez le faire maintenant à partir d'ici?

M. Kerry Froese: Maintenant.

M. Malcolm Allen: Pourriez-vous faire quelque chose pour moi? Jetez-y un coup d'oeil et dites-moi si certains de ces volatiles... Y en a-t-il présentement dans le poulailler?

M. Kerry Froese: Oui.

M. Malcolm Allen: Voudriez-vous jeter un coup d'oeil et nous donner un exemple? Donnez-nous simplement un exemple d'ici la fin de la séance.

Le président: Je vais lui permettre de le faire dans peu de temps.

M. Malcolm Allen: Je sais que vous le ferez...

Le président: Vous constaterez que parfois, les députés consacrent toutes les cinq minutes dont ils disposent pour faire des observations.

Des voix: Oh, oh!

M. Malcolm Allen: Je veux connaître le poids de ces oiseaux...

Le président: Ils sont gros.

M. Malcolm Allen: ... avant la fin de la séance.

Le président: Toutefois — et vous pourrez y revenir —, je vais maintenant céder la parole à l'un de nos invités: M. Lunney, de la Colombie-Britannique.

Vous disposez de cinq minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Comme le président l'a indiqué, je ne suis pas un membre régulier du comité, mais je suis très heureux d'avoir la possibilité de discuter avec des jeunes agriculteurs de façon informelle.

Je vis en Colombie-Britannique, sur l'île de Vancouver. Je représente le comté de Nanaimo—Alberni, là où se rencontrent les extrémités ouest et est; un peu d'eau les sépare.

Je veux dire quelque chose. Tout d'abord, nous aimons tous manger, et oui, je vois que M. Dreeschen est en train d'aller se chercher un peu d'eau...

Une voix: Je veux un biscuit...

Des voix: Oh, oh!

M. James Lunney: J'ai une question à vous poser, mais en guise d'observation, je veux dire que je suis membre du Comité de la santé. Le domaine de la santé est pour moi une passion. Je faisais partie du Comité de l'environnement également auparavant. Je crois que c'est M. Dreeschen qui a mentionné que les agriculteurs, les chasseurs de canard, les amateurs de pêche récréative, etc., sont nos véritables protecteurs de l'environnement, car ils ont un lien avec la terre. De plus, vous produisez des choses et vous avez un lien avec la nature. Pour réussir, vous devez prendre soin de la nature.

Je veux seulement mentionner que puisque 80 % de notre population vit dans les villes, le Comité de l'environnement est très préoccupé par le fait que les gens sont déconnectés; pour toute une génération de Canadiens, la nature n'est pas importante; ils pensent probablement que le poisson vient directement coupé en filets et que le poulet vient directement en ailes et en pilon, etc. Si on leur donnait un oiseau et qu'il devait le plumer, par exemple, ils ne sauraient pas par où commencer, tout comme ils ne sauraient pas comment découper un poisson en filets. C'est une préoccupation importante du gouvernement du Canada, en fait. De plus, de moins en moins de gens visitent nos parcs nationaux.

Il me semble que les jeunes... Dans ma région, il n'y a pas beaucoup d'activités agricoles. Il y a un peu de production laitière et de production avicole sur l'île, mais l'agriculture n'y est pas très présente. Il y a de plus en plus de vignobles sur l'île.

Je sais que les clubs 4-H contribuent vraiment à mettre les gens en contact. On l'a mentionné plus tôt. Je crois que vous, les jeunes agriculteurs, vos familles et les gens avec qui vous collaborez ont une réelle occasion, disons, et peut-être un moyen de servir la

collectivité, en nouant le dialogue avec des citoyens et en leur expliquant ce qu'est l'agriculture. Le gouvernement fédéral pourrait peut-être faire quelque chose dans ce processus — ou les divers gouvernements et municipalités du pays —, car il faut vraiment que les gens se rapprochent de la nature. Je crois que les gens doivent entendre votre histoire.

Je veux voir si cela suscite quelque chose et peut-être des réponses de votre part.

Je veux dire une autre chose. Nous parlons beaucoup — du moins, c'est le cas en Colombie-Britannique — du régime des 100 milles, qui consiste à manger des aliments produits à moins de 100 miles de chez soi. Nous importons beaucoup de produits alimentaires et dans bien des cas, ils viennent de très loin. Compte tenu des coûts de transport ou de la probabilité que, pour une raison ou une autre, le transport soit interrompu, nous voulons nous assurer que nous pouvons produire suffisamment d'aliments à l'échelle locale. Je me demande si des obstacles existent dans vos collectivités à cet égard.

Je vous lance simplement ces observations et ces questions.

Mme Kimberly Stokdijk: Je peux intervenir sur la question des possibilités de communiquer avec des citoyens, comme vous le dites, et avec les jeunes au pays.

Le programme Agriculture en classe est une merveilleuse possibilité. S'il est possible pour vous de soutenir cet organisme, je vous encourage fortement à le faire. Il s'agit également d'un réseau de divers organismes au pays qui collaborent ensemble. Dans certains cas, des représentants de gouvernements provinciaux y participent. Dans d'autres, on y envoie des représentants de fédérations, etc.

Le groupe crée du matériel éducatif qui peut être utilisé en classe. D'ailleurs, la semaine prochaine, ce sera la Semaine de sensibilisation à l'agriculture canadienne au pays. Des agriculteurs iront dans les salles de classe avec le même livre pour parler de la vie d'agriculteur. Ils laisseront le livre aux enseignants, qui pourront l'utiliser conformément au programme de leur province. Le programme Agriculture en classe constitue une merveilleuse occasion d'appuyer cette initiative.

• (1635)

M. Kerry Froese: Il y a quelque chose que nous faisons individuellement en tant qu'agriculteurs. M. Shipley a parlé d'Andrew Campbell, qui a lancé le mot-clic #farm365 sur Twitter. Il partage une photo de son exploitation agricole chaque jour, de sorte que les gens peuvent savoir ce qu'il fait. Il leur fait découvrir ce qui se passe dans une exploitation agricole. Nous ne cachons rien.

Je suis tout à fait d'accord avec vous au sujet de la déconnexion en milieu urbain. En Colombie-Britannique, l'association d'éleveurs de poulets a créé Poultry in Motion, une caravane éducative. C'est une caravane que nous utilisons lors des expositions. Ces dernières années, elle a été utilisée à la PNE, la Pacific National Exhibition, et nous la présentons dans des écoles.

Il s'agit essentiellement d'une caravane qui ressemble à un poulailler. En ouvrant les côtés, on peut voir à quoi ressemble l'intérieur d'un vrai poulailler. Pour des raisons de biosécurité, nous ne pouvons pas faire entrer des gens dans nos poulaillers. Nous voulons contrer les risques de maladies, et nous allons donc nous-mêmes montrer un poulailler aux gens. Concernant le fait que les gens sont déconnectés, la situation est telle que l'an dernier, à la PNE, j'étais de service dans la caravane, et une femme de mon âge m'a dit qu'elle savait de quels animaux venaient le boeuf et le porc, mais qu'elle ne savait pas d'où venait le poulet. J'étais tellement renversé que je lui ai dit « voilà pourquoi je suis ici ». C'est lamentable. Les producteurs font du bon travail pour essayer de promouvoir ce message aux consommateurs, pour ce qui est de la provenance de leurs aliments. Je sais que la British Columbia Dairy Foundation a également une salle de classe dans laquelle elle montre aux jeunes citadins, ou aux citadins en général, comment on traite une vache, car ils n'ont jamais vu personne le faire. Elle essaie même de leur donner la possibilité de le faire. C'est un moyen d'informer les gens.

En ce qui concerne votre question sur les obstacles, je sais qu'en Colombie-Britannique, du côté des producteurs nationaux, nous avons des problèmes liés à l'utilisation du transport ferroviaire pour la livraison du grain. Sur l'île de Vancouver, je pense qu'ils étaient à trois jours de manquer de grains pour leur volaille. Il s'agissait donc d'un problème grave pour eux. La situation s'est calmée, mais le transport se fait essentiellement par camion, ce qui coûte plus cher à nos producteurs. C'est un autre obstacle sur le plan de notre capacité à soutenir la concurrence étrangère.

M. James Lunney: Faisiez-vous de la publicité pour le transport ferroviaire sur l'île de Vancouver? Je ne fais que poser la question. J'y travaille depuis un bon moment.

Le président: M. Keddy conclura maintenant cette partie.

M. Gerald Keddy: Je n'essaie pas de me faire l'avocat du diable, mais c'est plus fort que moi. Sans vouloir offenser M. Lunney, je pense vraiment que vous avez été très polis en ne mettant pas en question ce qu'il a dit au sujet du régime des 100 milles. Au Canada, l'agriculture dépend des exportations. Les exploitations agricoles sont de plus en plus grandes — nous le savons —, et on ne peut que se réjouir de toutes les belles choses qui se passent dans les petites exploitations. C'est bon pour elles et les petits marchés fermiers situés à proximité. Toutefois, dans votre cas, vous ne pouvez pas tenir le coup avec le régime des 100 milles. Ce n'est pas possible au Canada, et nous ne pouvons pas fermer nos frontières interprovinciales ou nationales. Si nous voulons manger des fraises en décembre, elles viendront du Mexique. C'est tout simplement impossible dans notre cas, et je voudrais donc que vous reveniez sur le sujet.

Je respecte totalement les activités menées à l'échelle locale et dans bon nombre des petites exploitations, et le fait que ces gens vont dans les marchés fermiers la fin de semaine et qu'ils achètent des produits locaux. Tant mieux pour eux, mais il y a un tout autre aspect dans le secteur agricole.

Je vois que vous demeurez polis.

Mme Kimberly Stokdijk: Je crois qu'il est important de dire qu'il y a des différences régionales réelles partout au pays. En Colombie-Britannique, il y a des groupes qui adorent le régime des 100 milles, et des exploitations situées à proximité peuvent répondre à leurs besoins. Dans l'Ouest, pour nos grains, cela ne marche tout simplement pas. C'est applicable en partie au Québec et en Ontario, mais ils veulent être en mesure d'offrir leurs produits sur les marchés

internationaux et les exporter. C'est comme cela un peu partout au pays. La région de l'Atlantique est vraiment unique. L'un des plus grands efforts dans la région de l'Atlantique à l'heure actuelle, qui développe mon entreprise et des entreprises comme la mienne dans le secteur horticole, c'est le mouvement local.

Je crois qu'il est important de garder en tête qu'il existe différentes situations au pays. Bon nombre d'aspects régionaux doivent être pris en compte: le financement de la recherche, notre nécessité d'exporter et d'avoir de grandes exploitations, et notre besoin d'avoir des exploitations de taille moyenne. Nous devons tenir compte du fait que les besoins de ces différents agriculteurs sont vraiment uniques.

Je crois qu'il est important de souligner que mes pairs veulent exporter leurs produits. Ils souhaitent peut-être répondre aux besoins du régime des 100 milles. D'autres travailleront sur des petites exploitations. Nous sommes tous des agriculteurs, et nous soutenons tous l'économie. Au Canada, un emploi sur huit est lié au secteur agricole et agroalimentaire.

Pour revenir à ce que vous disiez, nous voulons certainement que les exploitations agricoles soient assez grandes pour être rentables. Nous voulons également soutenir les occasions régionales qui s'offrent. Dans la région de l'Atlantique, les aspects régionaux et locaux nous sont très utiles économiquement.

• (1640)

M. Gerald Keddy: C'est une excellente réponse.

Il faut qu'elle reste avec vous.

Des voix: Oh, oh!

M. Gerald Keddy: En terminant, je vous remercie tous d'être venus parler à notre comité de votre expérience en tant que jeunes agriculteurs et je vous remercie également pour le travail que vous accomplissez. Prenez-le au sérieux, car concernant la situation dont parlait James, le fait que les citadins sont déconnectés du monde rural, il est absolument essentiel, pour l'avenir, d'informer les gens sur la salubrité des aliments et les pratiques agricoles fondées sur des données scientifiques. Je vous remercie pour ce que vous faites.

Le président: Merci, monsieur Keddy.

À titre de président du comité, je n'ai pas habituellement l'occasion de poser beaucoup de questions; je vais donc invoquer le privilège de la présidence, si vous le permettez. J'ai deux ou trois brèves questions.

Kerry, dans votre exposé, vous avez parlé de la capacité de transmettre les connaissances. Je suis porté à penser que cela doit être l'un des éléments les plus importants quant à la participation, la croissance et l'encouragement mutuel des agriculteurs. Avez-vous recours à un mécanisme officiel qui vous permet de réunir divers organismes à l'échelle régionale plutôt que d'avoir des discussions avec l'ensemble des producteurs de grains ou des producteurs de poulet? Si oui, comment réussissez-vous à instaurer une confiance mutuelle qui vous permet d'aller au-delà des généralités? Je connais un groupe qui a entrepris de le faire et dont les membres parviennent à échanger des renseignements détaillés sur l'ensemble de leurs activités grâce à la création d'une incroyable confiance mutuelle. Ils s'informent des bons et des mauvais côtés. Y a-t-il un aspect quelconque du programme qui permet ce genre de choses?

À mon avis, la planification de la relève est probablement l'un des aspects les plus importants au sein de l'industrie. Comment peut-on transmettre les biens générationnels d'une génération à l'autre? Cela n'a pas changé depuis 40 ou 50 ans, mais les chiffres, oui. Les problèmes sont les mêmes. M. Dreeshen a parlé de la valeur des terres, et il a absolument raison. À cet égard, offrez-vous sur ces questions une orientation professionnelle et des séminaires qui ne s'adressent pas seulement aux gens de votre milieu, mais qui favorisent aussi la participation de groupes de producteurs et d'autres organismes agricoles? Lorsque je parle aux responsables de la planification de la relève, je constate que c'est un problème important. Si vous ne commencez pas à planifier la relève avant d'être rendu à l'âge de 50 ou de 60 ans — et beaucoup ne le font pas —, cela devient un grave problème sur le plan financier.

Ma dernière question porte sur l'agriculture et l'ouverture des marchés. Je pense qu'au Canada, nous avons reconnu l'importance de ce facteur par rapport à notre croissance et à la vigueur de notre économie dans bien des domaines, mais j'aimerais parler de l'agriculture parce que j'estime qu'elle constitue la fondation de tous les accords de libre-échange. J'en suis convaincu. Cela dit, avez-vous des commentaires à ce sujet? L'ouverture des marchés est un aspect. Je pense qu'en tant que gouvernement, nous avons l'obligation de favoriser l'accès à ces marchés. Je me demande si vous avez une idée de ce que nous pourrions faire pour nous améliorer et pour vous aider, étant donné que vous êtes la prochaine génération d'agriculteurs. Certains d'entre vous participeront peut-être un jour à l'élaboration de règlements et de lois, mais vous pourriez nous aider en nous présentant vos observations sur les façons d'améliorer l'accès. Je sais que l'ouest du pays est aux prises avec un problème lié au transport. Je suppose que j'essaie d'éviter que l'on consacre trop de temps à cet enjeu.

Je lance ces trois petites questions; n'importe qui peut y répondre.

L'hon. Mark Eyking: Vous avez pris beaucoup de temps, monsieur le président.

Des voix: Oh, oh!

Le président: Pas autant que vous, en fait.

Allez-y, Guenette.

Mme Guenette Bantz: Je pense pouvoir parler de la planification de la relève et de ce que nous faisons pour répondre à cette préoccupation. Comme je l'ai indiqué précédemment, la question est abondamment abordée lors de chaque conférence, que ce soit à l'échelle nationale ou provinciale. Beaucoup de professionnels encouragent la planification de la relève. Il existe d'excellents organismes — comme Financement agricole Canada, ou FAC — qui offrent des services pour aider les agriculteurs pendant la période de transition. Notre rôle consiste à encourager les jeunes agriculteurs et à les aider à comprendre le processus et les besoins ainsi qu'à les appuyer tout au long du processus pour qu'il puisse discuter entre eux de la façon dont leur famille respective compose avec la situation.

Offrir des programmes de planification de la relève aussi exhaustifs que nous aimerions pouvoir le faire est très coûteux. Cependant, nous appuyons ces mesures et nous faisons de notre mieux pour en assurer la prestation à l'échelle provinciale et nationale.

Vous avez indiqué que ce problème existe depuis plusieurs années, et je pense que nos progrès résultent de notre travail auprès des jeunes agriculteurs et de notre préparation par rapport à nos familles. Nous commençons à en parler plus tôt au lieu d'attendre que nos pères aient atteint l'âge de 60 ans.

● (1645)

Le président: Quelqu'un d'autre a un commentaire?

M. Kerry Froese: En ce qui concerne votre première question sur ce que les différents producteurs font pour traiter des enjeux et instaurer cette confiance, je pense qu'assister à nos conférences, faire du réseautage et prendre connaissance que nous avons tous une incroyable passion pour l'agriculture suffit à instaurer la confiance nécessaire à l'échange de renseignements. Même si ces informations pourraient ne pas être très précises, puisqu'elles se rapportent à l'agriculture en général, il est plus facile d'échanger des renseignements lorsqu'on travaille avec le même produit. Par contre, il est possible d'être plus précis lorsqu'il est question des objectifs liés à votre production, peu importe le produit. Dans le cadre de notre événement national, nous organisons des tables rondes pour discuter de tous ces enjeux entre jeunes agriculteurs.

Quant à votre dernière question sur l'ouverture des marchés, cela varie en fonction du produit. Je suis un producteur de volaille, un produit soumis à la gestion de l'offre. Sans cette gestion de l'offre, l'industrie des producteurs de volailles n'existerait probablement pas, car l'industrie américaine est énorme; on y trouve des exploitations agricoles plus importantes que l'ensemble des exploitations agricoles du Canada. Pour un jeune agriculteur comme moi, les garanties que me procure un modèle de coûts de production équitable par rapport à un rendement équitable me portent à croire qu'il est avantageux d'y investir.

Le président: Larry, vous voulez peut-être parler de l'ouverture des marchés.

M. Larry Spratt: Je vais d'abord répondre à vos deux questions, puis j'établirai des liens entre les deux.

En ce qui concerne la planification de la relève, vous avez mentionné les rencontres en groupes et les rencontres individuelles. Nous l'avons fait à l'échelle provinciale. Il a été question de planification de la relève à l'une de ces occasions. Un conseiller y a participé; son rôle consistait à faciliter les échanges entre les deux générations, et nous avons pu discuter des différences. Par exemple, mon père m'a simplement cédé la ferme, sans poser de questions. Cependant, un de mes amis a eu un conflit avec son père à ce sujet. Un jour, son père lui a même littéralement lancé un marteau par la tête. Ils se querellaient tellement qu'ils ont passé deux semaines sans se parler pendant la saison des récoltes. Ce groupe lui a permis de m'appeler pour savoir comment j'arrivais à collaborer avec mon père. La communication est l'élément essentiel.

Par rapport à l'ouverture des marchés, vous avez parlé du transport. C'est simplement une question d'accessibilité. Dans le nord de la Saskatchewan, où nous cultivons notre produit, nous avons eu une occasion d'affaires avec la société américaine Quaker Oats, par exemple. L'entreprise voulait acheter toute la production de la région, mais nous n'avions aucun moyen de livrer le produit. L'entreprise s'est tournée vers d'autres fournisseurs; nous — les producteurs — avons perdu près d'un dollar par boisseau en recettes supplémentaires. Pour notre exploitation agricole, cela représente 200 000 \$ de plus, ce qui nous aurait été utile. Toutefois, nous n'avons pu saisir cette occasion. Nous ne pouvions livrer le produit, et nous avons raté l'occasion.

Le président: Exactement. Nous avons rencontré des gens de l'industrie de l'avoine l'autre jour.

Chers collègues, mon temps est écoulé. Au lieu d'entreprendre un troisième tour, je vais revenir à celui qui permet à M. Eyking d'avoir cinq minutes supplémentaires.

Madame Raynault, vous avez les cinq premières minutes, mais j'ai inscrit le nom de M. Eyking après le vôtre.

[Français]

Mme Francine Raynault: Merci, monsieur le président.

J'aimerais dire, si vous me le permettez, que je ne suis pas d'accord avec mon collègue Malcolm Allen quand il a dit qu'il faudrait mettre les agriculteurs âgés à la retraite. Ma réponse est non puisqu'il y a là une certaine contradiction.

La terre est en nous. Pour ma part, quand je pars d'Ottawa pour me rendre à Joliette et que je vois des producteurs travailler dans leurs champs, je voudrais être à leur place. Je ne suis donc pas d'accord avec lui.

Cela étant dit, monsieur Lacoste, vous avez mentionné précédemment que les gens ne savaient pas d'où provenait la nourriture, et c'est vrai. Pendant ma jeunesse, je vivais à Montréal. Or nos voisins ne savaient pas d'où venait la nourriture. Ils avaient visité une ferme et avaient été surpris d'y voir des oeufs. Ils avaient constaté que les poules donnaient des oeufs. Effectivement, il faut bien que la nourriture vienne de quelque part. Il est en effet nécessaire d'informer les gens sur ce qu'ils mangent et sur la provenance de la nourriture. Le bifteck n'arrive pas à l'épicerie par magie.

J'aimerais maintenant savoir ce qui suit. Quelle est votre vision du milieu rural dans 10 ou 20 ans? Espérons qu'il ne sera pas trop entouré de villes. Chacun et chacune d'entre vous peut répondre à cette question. Vous ne disposez que de cinq minutes, ce qui n'est pas très long.

Comment voyez-vous ce milieu dans un horizon de 10 ou 20 ans?

• (1650)

M. Pierre-Luc Lacoste: Cela dépend de la géolocalisation des fermes.

Pour ma part, je suis établi à environ 30 minutes de Montréal. Comme la ville prend de l'expansion et que la pression exercée par les taxes foncières est énorme, je ne saurais dire présentement si je pourrai encore y faire de l'agriculture dans 20 ou 30 ans. Il y a en outre beaucoup de spéculations foncières. Des individus achètent des terres et des fermes à des fins purement spéculatives. C'est un énorme problème pour la prochaine génération d'agriculteurs et cela crée vraiment une barrière à l'entrée dans ce milieu.

Mme Francine Raynault: Oui, tout à fait.

Je demeure à Joliette, mais il m'arrive d'aller à Repentigny. On voit les endroits où toutes les fermes étaient situées à l'époque. Aujourd'hui, des maisons y ont été construites. Il reste de moins en moins d'espaces pour faire pousser nos légumes et nos fruits durant l'été. On mange de la nourriture qui provient d'ailleurs.

Y a-t-il d'autres personnes qui aimeraient s'exprimer à ce sujet? Comment le milieu rural voit-il cela?

[Traduction]

Mme Danielle Lee (membre, Table pancanadienne de la relève agricole): Je pense que si vous regardez une région rurale de nos jours, vous constaterez que beaucoup d'habitants de ce milieu n'ont pas ce lien avec la ferme. Notre perception de ce qu'était naguère une région rurale, c'est que les gens avaient un lien quelconque avec la ferme, soit parce qu'ils oeuvraient dans l'industrie agricole ou dans un milieu connexe. Actuellement, lorsqu'on regarde nos régions rurales, je pense que beaucoup de ces gens ne sont pas liés à l'agriculture et ne savent pas d'où proviennent leurs aliments, à mon avis.

On peut même dire que lorsqu'on regarde notre propre industrie agricole, nos exploitations agricoles sont beaucoup plus axées sur un produit précis. Il y a donc des occasions d'informer les gens au sein de l'industrie agricole elle-même. C'est ce que fait la TPRA, la table pancanadienne de la relève agricole. Nous pouvons apprendre les uns des autres et en apprendre sur les activités des exploitations agricoles de façon à représenter l'ensemble de l'industrie agricole. En tant qu'agriculteurs, nous devons certes informer les gens. Or, cela ne concerne pas uniquement les gens des milieux urbains; cela concerne aussi nos voisins dans les régions rurales. On peut très bien habiter sur une ferme et avoir un voisin qui n'exploite plus sa ferme et qui n'a aucune idée de ce qui se passe.

Par exemple, là où se trouve notre ferme, nous avons probablement 20 voisins, parmi lesquels il n'y a qu'un agriculteur. Il y a là une excellente occasion d'informer ces gens et de travailler avec eux. Ils aiment bien voir nos vaches dans les champs, mais, vous savez, ils sont contre l'épandage du fumier ou des choses du genre. Il faut travailler avec eux et les informer, je pense, même s'ils habitent dans une région rurale.

[Français]

Mme Francine Raynault: En 2013, dans mon comté, j'ai fait une tournée des secteurs agricoles.

Cela m'a permis de voir qu'on ne pratique plus le métier d'agriculteur comme le faisaient nos grands-parents, mais cela demeure très intéressant. Une des inquiétudes par rapport aux agriculteurs est de savoir si leurs enfants ou leurs petits-enfants pourront prendre la relève. C'est une grande inquiétude pour eux.

Y a-t-il quelqu'un d'autre qui voudrait intervenir et parler de sa vision du milieu rural dans 10 ou 20 ans?

[Traduction]

M. Larry Spratt: J'aimerais faire un commentaire.

Je suis probablement le membre du conseil qui provient de la plus petite localité. Dans notre région, la tendance est un retour vers ce qui se faisait dans les années 1920 et 1930. Tout le monde possède une vache, voire deux ou trois, et des poules. Je pense que c'est plus une question d'incertitude. Vaut-il la peine de... Qui sait ce qui peut se produire? À titre d'exemple, là où Kerry habite, en Colombie-Britannique, les gens sont davantage préoccupés par la grippe aviaire ou des choses du genre.

Nous avons parlé du régime des 100 milles. Dans notre région, il y a une certaine cohésion entre les voisins. Nous avons des bovins, et un autre a des porcs. Nous lui achetons un cochon, par exemple. On revient presque à l'époque où tout le monde avait des poules et un cochon. Vous n'en avez peut-être pas sur votre ferme, mais vous pouvez collaborer avec un autre agriculteur.

Cela dit, je viens d'une petite ville, et c'est ainsi que je perçois la situation. Il en va autrement pour Danielle, qui habite près de Calgary, ou pour d'autres régions similaires.

• (1655)

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Zimmer, vous avez cinq minutes.

M. Bob Zimmer: J'ai deux ou trois questions supplémentaires. L'an dernier, le comité s'est rendu à Washington pour discuter de l'entente sur l'étiquetage indiquant le pays d'origine. J'y étais allé auparavant aussi pour discuter de cette question avec un groupe parlementaire canado-américain. Nous avions l'appui d'une grande majorité. Beaucoup de gens comprenaient les enjeux.

Vous avez indiqué que des représentants de votre organisme ont rendu visite à leurs homologues américains. Aborde-t-on ces enjeux? Discutez-vous avec ces gens?

M. Paul Glen: Oui. La question de l'étiquetage indiquant le pays d'origine est certes un sujet d'actualité. Nos discussions avec les représentants de Young Farmers & Ranchers nous donnent le sentiment qu'ils sont de notre côté, essentiellement. Certains États du sud ont des problèmes par rapport au bétail mexicain. C'est une préoccupation importante. En ce qui concerne le commerce du boeuf, les échanges commerciaux bilatéraux entre les États du nord et le Canada sont intenses. Le dernier lobbyiste auquel j'ai parlé, à Nashville, a soulevé la question du poulet et du porc, mais ce n'était pas vraiment une préoccupation au sujet de l'étiquetage indiquant le pays d'origine.

C'est en grande partie lié à l'information; les gens ne sont simplement pas informés.

M. Bob Zimmer: Exactement; tout à fait.

M. Larry Spratt: Je ne sais pas si vous connaissez le National Western Stock Show de Denver.

M. Bob Zimmer: Je ne sais pas ce que c'est.

M. Larry Spratt: C'est la plus importante foire agricole. J'ai eu l'occasion d'y aller avec les représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Nous avons rencontré des éleveurs de bovins du Colorado et des environs.

Un jour, nous avons comparé les chiffres, et ils étaient stupéfaits. Ils veulent nos bovins canadiens. Leurs parcs d'engraissement sont vides.

Dans le nord de la Saskatchewan, nous pouvons élever le bétail. Lorsque nous avons comparé les coûts, ils étaient étonnés. Nous pouvons produire 50 paires vache-veau sur une superficie de 160 acres, tandis qu'ils ne peuvent en produire que trois ou quatre. Toutefois, ce qui nous nuit, c'est de les nourrir en hiver.

On nous disait: « Pourquoi ne vous concentriez-vous pas sur l'exploitation de naissance et n'exporteriez-vous pas votre produit au sud de la frontière? »

M. Bob Zimmer: Exactement.

M. Larry Spratt: Un homme nous a dit qu'il aimerait pouvoir prendre son propre camion pour les transporter aux États-Unis. La plupart des producteurs auxquels nous avons parlé veulent notre bétail.

M. Bob Zimmer: Ce fut la même chose lorsque je suis allé dans certains États de l'ouest. Je pense qu'un groupe d'États saisissait pleinement l'enjeu. Tous appuyaient nos propos parce qu'ils comprenaient le problème, mais ces enjeux sont parfois politisés. C'est le problème auquel nous avons été confrontés à Washington.

L'ensemble du comité convient qu'il faut régler la question de l'étiquetage indiquant le pays d'origine et aider les agriculteurs à avoir accès au marché lorsqu'ils en auront une meilleure compréhension. Vous comprenez l'enjeu. Nous prêchons à des convertis, encore une fois.

J'aimerais parler à Kerry de l'AECG et des avantages que cela pourrait représenter. Initialement, la Canadian Cattlemen's Association nous a fait part de ses préoccupations à l'égard de ce nouveau marché. De toute évidence, il y a des différences en matière de réglementation par rapport à nos pratiques habituelles pour la vente de bétail à divers groupes. Toutefois, le vent a tourné et ils se sont rendu compte que c'était une occasion exceptionnelle. Cela s'est

aussi produit dans l'industrie laitière. Cela pourrait être un important marché.

Cela suscite aussi des préoccupations, parce que nous entrons dans une ère nouvelle. Encore une fois, ces marchés présentent leur lot de difficultés sur le plan de réglementation.

Kerry, selon votre point de vue, en particulier en tant que producteur de volaille, percevez-vous cela comme une occasion?

M. Kerry Froese: D'après moi, chaque pays possède sa méthode protectionniste. Si ce n'est pas par les tarifs, c'est peut-être en exigeant, pour la viande provenant de tel pays, une cuisson à 500 degrés avant son entrée sur son territoire. J'exagère, mais je sais que de telles exigences existent. Ces pays ont peut-être simplement invoqué d'autres raisons pour fermer leur frontière.

Au Canada, pour la production destinée à la consommation intérieure, notre système de gestion de l'offre est excellent. Nos exportations sont assez limitées, si on excepte nos programmes de développement des marchés. Pendant un certain temps, il n'y avait essentiellement aucune demande pour la viande brune au Canada. Nous avons donc créé un programme de développement du marché. Il est évident que l'on ne peut pas élever de poulets qui ne donnent que de la viande blanche; comme il faut élever le poulet entier, on nous a autorisés à en élever et à exporter une partie de la viande brune à la faveur d'un programme d'exportation.

Nos coûts de production, au Canada, sont sensiblement plus élevés qu'à l'étranger. C'est ainsi. La plupart des marchandises coûtent 20 % de plus qu'à l'étranger. Nos importations coûtent plus cher, et nous appliquons des normes rigoureuses de production par l'entremise de nos programmes de salubrité des aliments à la ferme et de biosécurité. Nos programmes de soins aux animaux sont les plus rigoureux du monde. Pour nous, les producteurs, ces programmes coûtent cher.

La concurrence avec les autres pays qui ne possèdent pas ces programmes ne nous profite pas à nous, les producteurs de volailles, parce qu'il nous est difficile, à cause de cela, d'avoir d'aussi faibles coûts de production.

Cela étant dit, je ne suis pas contre les accords commerciaux qui peuvent profiter à d'autres producteurs de notre pays. Par le passé, nous en avons en effet conclu beaucoup, sans sacrifier nos industries soumises à la gestion de l'offre.

● (1700)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Zimmer.

Monsieur Eyking, vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking: Kerry, ne laissez pas M. Allen s'approcher de ce téléphone. Vous n'aurez plus d'aération ni de ventilation, vous serez dans le pétrin. Il suffit d'appuyer sur un seul bouton. Je le sais. Mon frère élève des poudeuses, et c'est assez effrayant, une panne dans un élevage de 20 000 volailles.

Quand on y réfléchit, les producteurs agricoles sont les premiers propriétaires fonciers du pays. Alors, les effets du changement climatique les frappent de plein fouet. Parfois, ils sont avantageux.

Ma première question est quelles autres possibilités que la production alimentaire entrevoyez-vous? Comme l'énergie éolienne, l'agrotourisme ou... Qu'entrevoyez-vous? Vous parlez aux agriculteurs de partout au pays. Que font-ils ou qu'envisagent les jeunes agriculteurs à part produire des denrées, compte tenu de toutes les terres dont ils disposent et des occasions qui s'offrent à eux?

Mme Kimberly Stokdijk: En Nouvelle-Écosse, on a entrepris de produire de l'énergie grâce à des biodigesteurs. Des études de faisabilité ont en cours pour l'énergie éolienne. L'agriculture nous offre, dans l'Est, des possibilités intéressantes.

Tous les règlements à respecter compliquent énormément l'accès à ce secteur. Certains le diront dans détour: ce n'est pas l'affaire des agriculteurs. Ils ne saisissent pas que les agriculteurs ne sont pas seulement des entrepreneurs. Ce sont aussi des scientifiques qui exercent des professions libérales. Nous avons fait nos recherches. Partout dans le monde, les agriculteurs emploient ce genre de technologies.

Des possibilités s'offrent, avec leur cortège de difficultés et d'obstacles.

L'hon. Mark Eyking: Sur l'exploitation agricole, fait-on autre chose que de produire de la nourriture?

M. Pierre-Luc Lacoste: Peut-être me permettez-vous d'intervenir.

Il y a notamment la recherche. Beaucoup d'agriculteurs que je connais participent à des travaux de recherche avec les semenciers, les industries agricoles et ainsi de suite, pour l'obtention de produits d'une qualité supérieure. Mais la recherche a beaucoup diminué partout au Canada. C'est un gros problème. Tout retard dans notre capacité de produire, par rapport à nos voisins du sud... La recherche à petit régime nous fait prendre du retard. Nous ne pouvons pas autant concurrencer nos voisins du sud. Cela nous nuit.

Par exemple, prenez les grains, le domaine de Larry. Si nous ne pouvons pas produire autant à l'acre, ce ne sera pas aussi profitable pour nous que ce l'était.

L'hon. Mark Eyking: Sur ce point, précisément, quel programme fédéral entrevoyez-vous? Plus de stations de recherche? Plus d'investissements dans des partenariats avec des compagnies, des producteurs agricoles et même vos acheteurs? Est-ce ce que vous entrevoyez: ce genre d'apport à la recherche?

M. Pierre-Luc Lacoste: C'est une excellente question. Je ne suis pas un spécialiste du domaine, mais le Canada ne manque pas de fermes expérimentales. Les fabricants font beaucoup de recherche dans des sociétés privées qui pourraient vraiment profiter de nombreux avantages. Les producteurs agricoles pourraient profiter des partenariats noués avec ces sociétés et de l'aide qu'ils leur accorderaient.

L'hon. Mark Eyking: D'accord.

Ma deuxième question concerne votre application. Je pense que c'est ce que vous demandez au gouvernement fédéral. Pouvez-vous en dire plus à ce sujet? Expliquez-en le fonctionnement et dites comment cela permettrait de rejoindre tous les agriculteurs canadiens, pas seulement les jeunes. Pouvez-vous nous donner un aperçu de sa configuration, de son aspect? J'en serais heureux.

Mme Guenette Bautz: Absolument. L'avancement de ce projet nous enthousiasme, parce que nous savons qu'une application accessible directement aux agriculteurs de tous les âges sera vraiment utile.

Nous savons que beaucoup de programmes visant à appuyer les producteurs agricoles en général sont accessibles. Nous ciblons particulièrement les jeunes agriculteurs. Grâce à l'application, nous espérons, dans le cadre du projet, produire un plan qui exposera brièvement comment mettre en rapport le producteur de chaque produit avec les mesures d'appui qui existent. Comment encourageons-nous nos jeunes agriculteurs à s'acquitter des principales tâches auxquelles doit veiller régulièrement un dirigeant d'entre-

prise? Plusieurs volets de l'application nous permettront de relier les producteurs à d'autres organisations pour l'obtention de ressources et d'appui, et cela se fera par produit. Par ce moyen, le producteur pourra obtenir aussi rapidement que possible toutes les réponses et l'appui qu'il cherche.

Notre application est l'objet d'un projet triennal. Beaucoup de caractéristiques intéressantes s'ajouteront à la ressource à mesure que nous la développerons. L'objectif de départ est la formation d'un réseau et l'appui à l'apprentissage. C'est aussi simplement utiliser la technologie que connaissent les jeunes agriculteurs, pour les encourager à persévérer avec notre aide.

• (1705)

L'hon. Mark Eyking: Supposons que vous essayez de réduire la consommation d'énergie de votre élevage de poulets à griller. Dites-moi: activeriez-vous l'application et formuleriez-vous votre recherche, ce qui vous dirigerait vers des solutions pour une consommation efficace de l'électricité, ce genre de chose?

Mme Guenette Bautz: Absolument. Nous visons la plus grande polyvalence possible.

Nous avons vraiment hâte de réaliser ce projet, mais il faudra un certain temps pour en développer toutes les parties. En fin de compte, notre objectif est, si vous, producteur de bovins de boucherie, vous vous posez une question, de vous permettre, par cette application, le concentrateur et l'organisation de l'information, d'obtenir les ressources très rapidement, au bout des doigts, pour résoudre le problème ou trouver de l'aide.

L'hon. Mark Eyking: Même si vous avez une divergence d'opinion avec votre père.

Des voix: Oh, oh!

Le président: Voilà une discussion qu'on n'aurait pas entendue il y a 10 ans.

Monsieur Dreeschen, vous disposez de cinq minutes.

M. Earl Dreeschen: Je tiens à revenir à un sujet antérieur.

Monsieur Eyking a effleuré la question, sur le changement climatique et ainsi de suite, mais, encore une fois, je voudrais faire connaître nos belles réalisations techniques: les méthodes de culture sans travail du sol, la séquestration du carbone. On semble oublier... C'est en 1908, je pense, que toute la prairie entre Calgary et la rivière Red Deer a brûlé. Faute de pouvoir maîtriser ces phénomènes, on se retrouve avec du carbone dans l'atmosphère. Voilà ce qui est arrivé.

Qu'avons-nous fait en Alberta? Nous avons un réseau, des agriculteurs. Ils combattent les incendies. Ils font autre chose aussi, mais nous laissons dire qu'ils ne participent pas vraiment. On ne voit simplement pas à quel point c'est important et comment, grâce à la technologie, nous en faisons profiter tout le monde. Bien sûr, nous le faisons pour la prospérité de nos exploitations. Même chose pour les OGM et ainsi de suite. Qu'on pense aux méthodes de culture qui consomment moins d'eau et aux herbicides spécifiques qu'on n'aura pas besoin, de ce fait, d'utiliser en grande quantité. Voyez aussi l'énergie qu'on économise.

Je reviens aux faits à faire connaître et au concept de marketing. Quelqu'un en a parlé. Quand j'étais un enfant, les ailes de poulet, ça ne me disait rien. Je n'en mangeais pas. Mais, aujourd'hui, c'est partout le produit qu'on mange le plus. C'est un exemple de marketing. C'est si important.

Une recherche a été faite à Red Deer par le collège local. Elle portait sur différentes denrées. Je voudrais pouvoir les énumérer toutes, mais il y avait les légumes, les fruits, une troisième que j'ai oubliée, puis le canola. La question était laquelle des quatre denrées inquiétait les gens en raison des organismes génétiquement modifiés. Eh bien le canola a été le moins souvent cité. Les gens pensaient que c'était d'abord les fruits, puis les légumes et ainsi de suite.

Les gens se font prendre par ce type de battage publicitaire qui détruit votre travail. La grosseur actuelle des poulets a des causes génétiques et ainsi de suite. Ce n'est pas ainsi... Vous avez probablement vu ces jeux qui essaient de diaboliser l'agriculture. Je ne suis pas les conseils que je vous ai donnés sur la façon de le dire, mais nous devons nous assurer de livrer un message positif et de dire ce que nous faisons.

Merci beaucoup pour vos grands efforts. Si vous désirez ajouter quelque chose, parfait. Sinon, je m'arrête ici.

M. Kerry Froese: Vous avez dit que les poulets sont gros à cause de leurs caractéristiques génétiques et d'une alimentation riche en bonnes protéines, n'est-ce pas? En Colombie-Britannique, nous avons ce qui s'appelle le « Chicken Squad » (l'escouade des poulets), un programme de marketing que nous avons lancé en Colombie-Britannique, parce que, nous avons constaté, à la faveur d'une campagne de sensibilisation qui se servait d'une remorque appelée « Poultry in Motion » (volaille mobile) que notre message principal, selon lequel le poulet canadien ne contient ni stéroïdes ni hormones, n'était pas cru.

• (1710)

M. Earl Dreeshen: Absolument.

M. Kerry Froese: ... et même après leur avoir dit que c'était illégal au Canada depuis 1963, les gens ne nous croyaient pas plus. Nous leur avons montré les textes de loi. Ils sont demeurés incrédules. C'était tellement surréaliste, que nous avons décidé de les réveiller par des moyens tout aussi surréalistes. Nous avons produit une parodie de bande-annonce qui ressemble essentiellement au film *Mauvais garçons 2* et qui montre des éleveurs de poulets.

Des voix: Oh, oh!

M. Kerry Froese: C'est littéralement l'escouade de poulets en gilets pare-balles. Dans mon rôle de méchant, je feins d'injecter des stéroïdes et des hormones dans les poulets et je dois me sauver de l'escouade. Allez voir sur le Web. C'est incroyable. Elle a presque atteint 750 000 visionnements sur YouTube. Nous livrons donc le message que le poulet canadien est un aliment excellent, sain et salubre pour les Canadiens.

M. Earl Dreeshen: Mais vous savez que d'autres groupes font exactement le contraire, en tentant de...

M. Kerry Froese: Exactement, et c'est pourquoi je l'affirme ici. C'est triste, après avoir vu notre vidéo sur YouTube, de voir ensuite des révélations sur les fermes Tyson. Eh bien, uniquement parce les gens pensent que c'est ce qui se produit... il s'agit littéralement d'une caméra vidéo et d'un homme à l'extérieur d'un poulailler de couleur argentée, qui ne sait pas ce qui se trouve à l'intérieur. Mais nous essayons ainsi de déboulonner ces mythes.

M. Earl Dreeshen: Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Dreeshen.

Au tour maintenant de Mme Brosseau.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je fais partie du comité depuis peut-être deux ans. Je n'ai aucun antécédent agricole. L'un de nos premières visites s'est faite chez Cargill.

Monsieur Zimmer, vous étiez là?

M. Bob Zimmer: Non, je n'y étais pas.

Mme Francine Raynault: J'y étais.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Bon. La visite de cette usine m'a profondément impressionnée. En observant comment les animaux étaient traités, les travailleurs, tout cela, j'ai beaucoup appris, tout comme aujourd'hui. Mesdames et messieurs, vous avez été incroyables.

Je ne fais partie de ce comité que depuis deux ans environ, mais, en 2010, une étude a été produite sur les jeunes agriculteurs, les obstacles qu'ils doivent vaincre et l'avenir de l'agriculture. Êtes-vous au courant de cette étude? Avez-vous eu la chance d'en prendre connaissance? Elle renfermait 13 recommandations. Oui? Non?

M. Paul Glen: Non.

Une voix: Non.

Le président: Nous pourrions nous arranger pour que Kerry l'obtienne.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je pense que vous seriez bien inspirés de vous la procurer, et nous... je sais que Malcom a participé à la visite, mais j'ignore si quelqu'un, en face, l'a fait. Je pense qu'il serait vraiment bon de consulter l'étude et de lire les recommandations, puis de faire le point.

La séance a été incroyable. J'ai beaucoup appris.

Visons à être le plus efficaces possible. Je sais que c'était une idée de Mark. Je tiens à le remercier de l'avoir signalée au comité et à remercier aussi tout le monde pour son travail, aujourd'hui. Qu'est-il advenu des 13 recommandations? Quelles suites leur a-t-on données? Que pourrions-nous faire à notre tour? Il serait important de le savoir. Nous avons beaucoup parlé de résolution de problèmes, et je suis sûre qu'il subsiste des problèmes à peu près inchangés depuis 2010.

Pourquoi pas une table ronde, pour donner à ceux qui n'ont pas beaucoup parlé la chance de s'exprimer?

Quelqu'un a-t-il des recommandations ou une analyse à ajouter? Je n'ai rien d'autre à dire. Je tiens à remercier sincèrement les témoins et leur accorder plus de temps. Je sais que nous, les parlementaires, nous aimons parler et parfois nous entendre, mais je tiens à vous laisser le mot de la fin.

Mme Guenette Bautz: Je vous en remercie.

Je serais des plus heureuses de mettre la main sur un exemplaire de cette étude. Nous serons aussi très heureux de poursuivre les discussions aussi souvent et aussi régulièrement que possible. Nous sommes convaincus de former une équipe unifiée et, ensemble, nous prouverons que l'union fait la force.

La Table pancanadienne de la relève agricole est ouverte à toutes les possibilités de collaboration avec vous sur n'importe quel projet.

Je vous remercie beaucoup de l'occasion que vous nous avez offerte. Comme j'ai dit, nous voudrions un exemplaire de cette étude.

Mme Ruth Ellen Brosseau: D'accord.

Le président: Excellent, merci.

Je pense que M. Lunney avait quelques questions à poser.

M. James Lunney: Non, c'est bon.

Le président: Nous avons une petite question administrative à régler à la fin.

Monsieur Allen.

M. Malcolm Allen: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je crois que M. Froese a dit qu'il allait informer le comité du poids de ses oiseaux.

M. Kerry Froese: C'est vrai, mais par respect, j'ai éteint mon cellulaire.

Des voix: Oh, Oh!

M. Malcolm Allen: Vous êtes l'un des rares à le faire, monsieur. Je vous en félicite.

Le président: Nous avons une petite question administrative à régler, et j'ai bien l'impression qu'une fois cette partie terminée, il nous faudra une minute ou deux pour revenir vous dire au revoir. Mais avant, je voudrais vous dire que nous sommes en train d'étudier les obstacles interprovinciaux. Je pense que nous avons tous compris qu'il y avait des obstacles interprovinciaux, mais je ne suis pas certain que nous avions compris la complexité et le nombre des obstacles réglementaires qui se dressent devant nous.

J'ai dit l'autre jour que c'était pratiquement des obstacles injectés aux stéroïdes, simplement pour faire circuler les produits à l'intérieur de notre propre pays.

Pour l'innovation et la recherche, le projet de loi C-18, Loi sur la croissance dans le secteur agricole va être adoptée très bientôt. Ce sera un énorme pas en avant pour l'agriculture, la protection des obtentions végétales, et l'application de la Convention de 1991 de l'UPOV; je me réjouis donc de cette nouvelle.

À ce sujet, je crois que le Canada pourrait profiter grandement de partenariats de recherche en faisant participer le plus grand nombre de partenaires possible à la recherche pour faire avancer cette grande industrie.

Je dois vous dire que je trouve ce projet d'application très impressionnant. Je vous ai un peu interrompu, mais nous n'aurions jamais eu cette discussion il y a 10 ou même 5 ans. J'ai été agriculteur toute ma vie, mais je pense que cela nous montre qu'il y a des jeunes de la relève qui partagent un enthousiasme pour l'agriculture que nous n'avions pas vu depuis longtemps, je crois. Bien sûr, elle devient rentable, comme toute industrie devrait l'être, mais nous reconnaissons aussi qu'il y a des hauts et des bas dans cette industrie. Il n'y en a pas un parmi vous qui ne pourrait pas obtenir un rendez-vous avec le PDG d'une société de technologie avancée ou d'une autre entreprise dans ce pays pour avoir avec lui une discussion professionnelle sérieuse. C'est ainsi. Je pense que pendant longtemps, l'industrie de l'agriculture était perçue comme le

lot des petits cultivateurs. Kerry a dit: « Je suis seulement fermier. » Non, ce n'est pas seulement ça. C'est en fait l'industrie la plus importante au pays.

Pourquoi? Et pourquoi sommes-nous en train de négocier des accords commerciaux? Parce qu'il n'y a pas un pays qui ne s'en soucie pas et où l'on ne sait pas qu'il faut assurer un approvisionnement sûr d'aliments de qualité. Tout le reste suit.

Bref, je vous remercie de toutes ces initiatives et je vous encourage, si vous ne l'êtes pas déjà, à devenir membres des chambres de commerce et des associations de gens d'affaires de votre région, où il n'y a pas beaucoup d'agriculteurs, pour qu'ils sachent qu'il y a dans cette industrie des gens d'affaires et des leaders comme vous. Nous avons une superbe industrie. Il y a tellement d'éléments positifs dont on peut parler dans cette industrie, et j'ai très hâte d'entendre parler de tout ce qui va ressortir de positif de votre forum pour promouvoir l'industrie de l'agriculture à l'avenir.

En notre nom à tous, je tiens à remercier chacun de vous d'avoir pris le temps de venir ici. C'était un très bon moment. Comme je l'ai mentionné, quand Mark a soulevé l'idée, nous n'avons pas eu besoin d'en discuter longtemps avant de vous inviter, donc je vous remercie infiniment.

Nous allons prendre une pause de deux minutes environ, si possible, puis reprendre brièvement pour clore la partie administrative de la réunion.

• (1710)

(Pause)

• (1725)

Le président: Personne n'a besoin de quitter la pièce. Nous ne siégeons pas à huis clos. J'ai seulement besoin que les membres du comité reviennent ici une minute.

Mesdames et messieurs, je vais laisser Michel prendre le micro dans une minute, parce que Mme Ruth Ellen Brosseau, qui était première vice-présidente, va démissionner.

M. Allen pourrait être proposé pour la remplacer à ce poste, mais c'est le moment où je dois m'écarter et laisser Michel présider la réunion.

Le greffier du comité (M. Jean Michel Roy): Conformément au paragraphe 106(2) du Règlement, le premier vice-président doit faire partie de l'opposition officielle.

Je suis maintenant prêt à accueillir des motions pour l'élection à la première vice-présidence.

L'hon. Mark Eyking: Je propose la candidature de M. Allen au poste de vice-président.

M. Bob Zimmer: J'appuie la motion.

Le greffier: Il est proposé par M. Eyking que M. Allen soit élu premier vice-président du comité.

Y a-t-il d'autres motions?

Plaît-il au comité d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

Le greffier: Je déclare la motion adoptée et M. Allen, dûment élu premier vice-président du comité.

Des voix: Bravo!

Le président: Nous n'autorisons pas les discours, donc je vais commencer cela maintenant.

Quoiqu'il en soit, je vous remercie beaucoup. C'était une très bonne journée.

Nous sommes de retour au 131, rue Queen. Nous nous reverrons à notre retour. Il y a relâche la semaine prochaine.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Est-ce que nous restons dans cet édifice?

Le président: Nous allons siéger au 131, rue Queen, oui. C'est bien. Cela nous fait faire de l'exercice.

Merci. Je vous souhaite une belle semaine.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>